

La Catalogne

Région du Nord-Est de la péninsule ibérique, la Communauté autonome de Catalogne (définie ainsi depuis 1979) s'étend sur 31 895 kilomètres carrés, plus vaste donc que certains petits pays d'Europe. Bien plus, la Catalogne historique, plus précisément ce que l'on appelle « le fait catalan », s'étend sur 69 723 kilomètres carrés, regroupant la Catalogne proprement dite, composée des quatre provinces de Barcelone, Gérone, Lérida et Tarragone, et la Catalogne Nord, comprenant, en territoire français, le Roussillon, la Cerdagne, le Vallespir et le Conflent, où l'on parle les différentes variantes dialectales catalanes que « la nation » (affirmée en préambule de son statut d'autonomie en 2006) ayant pour capitale Barcelone reconnaît comme officielles. Adossée aux Pyrénées, la Catalogne est tournée vers la Méditerranée par son histoire aussi bien que par sa situation, son climat et sa végétation. De la Costa Brava à la Costa Daurada, en passant par la Costa Maresme, le littoral sablonneux abrite de nombreux ports autrefois importants et des plages aujourd'hui appréciées des touristes. Entre mer et montagne, massifs verdoyants, collines et vignobles, plateaux arides, campagnes irriguées et villes de la première région industrielle d'Espagne, la Catalogne est un pays de passage et de diversité, un lieu de confrontations et d'échanges.

Sommaire :

- Des origines à la fin de l'Antiquité
- Du royaume wisigothique à la naissance de la Catalogne
- De la puissance méditerranéenne à l'unité espagnole
- La Catalogne à l'époque moderne, XVIe-XVIIIe siècle
- Le réveil de l'identité catalane
- La Catalogne au XXe siècle

Des origines à la fin de l'Antiquité

Précocement peuplée, il y a 400 000 ans, par des Archanthropiens tels que l'homme de Tautavel découvert dans le Roussillon français, la future Catalogne est occupée au Paléolithique supérieur par des groupes de chasseurs identiques à ceux qui ont été localisés au nord des Pyrénées. Venue d'Orient, la « révolution néolithique » s'impose lentement sur les terres les plus propices à l'agriculture. La région apparaît cependant moins peuplée et moins riche que celles du Sud-Est ibérique où ont fleuri les civilisations de Los Millares et d'El Argar. Elle profite toutefois, au Chalcolithique et à l'âge du bronze, de la richesse en minerais de la péninsule ibérique et de sa place sur la route empruntée par les navigateurs vers les côtes atlantiques productrices d'étain. Ces ressources minières attirent ensuite Phéniciens, Grecs puis Carthaginois au cours du premier millénaire.

Paléolithique inférieur : Premières traces de peuplement dès la glaciation de Günz, entre 1 000 000 et 700 000 ans av. J.-C. Des vestiges humains préneandertaliens datent des périodes interglaciaires Mindel-Riss, vers 350 000 ans av. J.-C, notamment le crâne de l'homme de Tautavel, en Roussillon, et Riss-Würm, vers 50 000 ans av. J.-C, à Banyoles.

Paléolithique moyen (80 000 à 35 000 avant J.-C.) : Présence de l'homme de Néandertal dont des restes et des outils ont été découverts dans la région de Serinya, près de Gérone.

Paléolithique supérieur (35 000 à 10 000 avant J.-C.) : Des groupes de chasseurs nomades – en tout quelques milliers d'individus – se déplacent dans les régions de Gérone et de l'Ampurdan.

Néolithique (4500 à 2500 avant J.-C.) : Les peuplements néolithiques apparaissent vers 6000 avant notre ère. L'abondance de zones boisées fait que la chasse et la cueillette conservent une importance majeure. Le degré de sédentarisation est inférieur à celui d'autres régions, mais la « révolution néolithique » a gagné le Vallès et la vallée du Llobregat.

Chalcolithique (2500 à 1800 avant J.-C.) : Production des premiers objets en cuivre.

Age du bronze (1800 à 700 avant J.-C.) : Formation de grandes unités tribales soumises à des aristocraties guerrières, alors que les villages se fortifient. Coexistence, sur les terres catalanes, des ethnies ibères de l'intérieur telles que les Edetans et les Ilergètes, et de celles installées sur la côte, qui ont reçu l'influence ibère, Ceretans, Ausetans, Sordons, Laietans, Lacetans, Bergistans, Cossetans et Indicets. Les groupes se distinguent par leurs pratiques funéraires : enterrement collectif dans de vastes sépultures (dolmens) relevant de la culture mégalithique au nord, inhumation dans des cavernes naturelles au sud.

Fin du II^e millénaire et début du premier avant J.-C. : Installation des Celtes, devenus ensuite les Celtibères au sud des Pyrénées. La péninsule ibérique connaît l'expansion des cultures indo-européennes, c'est l'époque des nécropoles à incinération à partir desquelles on a identifié la culture dite « des champs d'urnes ».

VIII^e siècle avant J.-C. : Arrivée des Grecs, des Phéniciens et des Etrusques sur les côtes catalanes, puis, par l'Ebre, le Cinca et le Sègre, jusque dans les terres de l'intérieur. L'homme ibérique entre en contact, grâce aux échanges commerciaux, avec des cultures plus raffinées, ce qui lui permet d'atteindre rapidement un degré de civilisation assez élevé et d'affirmer une culture originale, ce dont témoigne une activité artistique déjà remarquable. Il incinère ses morts et conserve sa langue, qu'il continue de parler et d'écrire. C'est cette langue ibère qui, en se mélangeant avec le latin, donnera plus tard le catalan.

776 avant J.-C. : Fondation de Rhodes (l'actuelle Rosas) par des Rhodiens. C'est le premier établissement grec de la Méditerranée occidentale.

VII^e siècle avant J.-C. : Entrée dans l'âge du fer. Un comptoir phénicien s'installe à Ibiza, dans l'archipel voisin des Baléares. Grecs et Phéniciens se sont avancés en Méditerranée occidentale pour aller se procurer l'étain.

Vers 575 avant J.-C. : Fondation d'Ampurion (l'actuelle Empúries) par des Phocéens.

Dès le III^e siècle avant J.-C. : La péninsule ibérique apparaît comme un enjeu stratégique dans le grand affrontement qui oppose Rome à Carthage. Elle est un théâtre d'opérations majeur durant la deuxième guerre punique et c'est à partir de la région qu'Hannibal se met en marche lors de son expédition italienne. Sortie victorieuse de ce conflit, Rome a commencé à s'imposer aux peuples ibériques et, une fois brisée en 133 avant notre ère, la résistance des Celtibères de l'intérieur, la romanisation progresse à grands pas. Les conquérants installent partout, à la faveur de la Pax romana des villes rapidement prospères, dotées des monuments municipaux qui sont la marque des nouveaux maîtres. Déjà affecté au III^e siècle – à la faveur de la crise de l'Empire – dans sa prospérité et sa sécurité menacée par les premières incursions barbares, le Nord de l'Espagne voit survenir ensuite, au Ve siècle, les envahisseurs wisigoths qui prendront bientôt le relais de l'ordre romain.

218 à 201 avant J.-C. : Deuxième guerre punique opposant les Carthaginois aux Romains.

218 avant J.-C. : Prise de Sagonte (Sagunt), alliée aux Romains, par Hannibal, suite à un siège de huit mois. Ampurion (Empúries) et Rhodes (Roses) sont également alliées aux Romains. Hannibal organise une armée de 100 000 hommes, avec laquelle il franchit l'Ebre et les Pyrénées pour marcher sur Rome. Débarquement romain à Ampurion (Empúries) pour couper les lignes carthagoises, dans le but de contrôler la plaine littorale et l'arrière-pays entre les Pyrénées et l'Ebre. Début de la romanisation des futurs territoires catalans.

216 avant J.-C. : Fondation de Tarraco (l'actuelle Tarragone) par les Romains.

211 avant J.-C. : Pendant qu'Hasdrubal est engagé en Italie, Publius Cornelius Scipio (le futur Scipion l'Africain) débarque à Ampurias, s'empare de Carthagène.

206 avant J.-C. : Les Carthaginois sont définitivement chassés de la péninsule ibérique par les Romains. Les Ibères, répartis sur tout le territoire péninsulaire, habitent des villages perchés sur les hauteurs et entourés de murailles. Révoltes de certains peuples indigènes, les Ilergètes de Lleida aidés des Celtibères, opposés à la présence des Romains.

201 avant J.-C. : Prise de Barcino (Barcelone) par les Romains, qui en font une colonie.

197 avant J.-C. : Création de l'Hispania, divisée en « citérieure » (dont font partie les territoires catalans) et « ultérieure ».

A partir de 194 avant J.-C. : La pacification romaine s'impose pendant six siècles marqués par une grande stabilité. Administration des cités selon le droit romain, avec des magistrats élus par les comices. Introduction, dans les campagnes, de la culture de la vigne et de l'olivier autour de grandes villas, dont les traditionnelles masies (fermes) catalanes sont la continuation.

Sous Auguste : L'ensemble des territoires catalans, à l'exception du Roussillon qui appartient à la Gaule narbonnaise, fait partie de l'Hispanie citérieure, la province tarragonaise, dont la capitale est Tarraco. La langue latine se répand sur l'ensemble du territoire. Création de la Via Augusta, la plus longue voie de l'Hispanie romaine, qui relie Narbonne à Gadès (l'actuelle Cadix) en longeant la côte méditerranéenne.

Sous l'Empire romain : L'assimilation à l'empire s'effectue à travers l'urbanisation, qui fait que l'Espagne citérieure est l'une des provinces les plus romanisées. Tarragone et Barcelone sont considérées comme des extensions de la capitale impériale ; leurs habitants jouissent de la citoyenneté romaine. Une autre colonie est établie à Tortosa. Lors de leurs déplacements en Espagne, Auguste, Galba et Hadrien séjournent à Tarragone. Vespasien octroie la citoyenneté romaine aux dirigeants des villes indigènes romanisées. Fidélité à l'empire. De nombreux édifices romains sont construits, notamment l'aqueduc et l'amphithéâtre de Tarragone, l'arc de triomphe de Berà, les thermes de Caldes de Montbuí et de Caldes de Malavella. Selon Tacite, c'est à Tarragone que fut édifié, au début du règne de Tibère, le premier temple à Auguste, l'empereur divinisé. Tarragone est la capitale de l'Hispania Citerior ou Tarraconensis et devient la plus importante ville romaine d'Espagne, étendue sur 70 hectares. Traversée par la Via Augusta qui relie la Gaule narbonnaise à Gadès en passant par le Perthuis et en longeant le littoral méditerranéen, la future Catalogne, où l'ancien port grec d'Ampurias est devenu un emporium romain, profite de la prospérité économique des deux premiers siècles de l'empire.

63 après J.-C. : Selon une tradition, saint Paul, le premier évangéliste de la Catalogne, débarque à Tarragone. A partir de là, le christianisme exerce une influence déterminante sur toute la région.

260-262 : Invasion de la Tarraconaise par les Francs et les Alamans qui pillent sa capitale.

De 270 à la fin du IV^e siècle : L'instabilité qui affecte l'Occident romain fait que la future Catalogne se trouve associée à diverses tentatives de constitution d'un Empire gaulois.

Fin du IV^e siècle : Après la défaite romaine d'Andrinople de 378, les Wisigoths obtiennent de Rome le droit de s'installer dans l'Empire selon la loi de « l'hospitalité », en gardant leur législation, leurs chefs, leur autonomie, tout en recevant un tribut correspondant au montant des impôts destinés à l'armée. C'est un précédent lourd de conséquences qui aura bientôt des effets en Occident.

Début du Ve siècle : L'usurpateur Maxime fait un temps de Barcelone le centre de son pouvoir.

411-414 : Le roi wisigoth Ataülf s'engage aux côtés de l'empereur romain d'Occident Honorius, qui l'envoie en Gaule. Il reçoit l'Aquitaine et est accueilli en pacificateur à Toulouse, Bordeaux et Narbonne.

414 : Etabli à Narbonne, le roi Ataülf épouse la sœur d'Honorius, captive. Cela déplait à l'empereur qui accule les Wisigoths à la famine, les obligeant à se réfugier au sud des Pyrénées.

415 : Installation des Wisigoths d'Ataülf à Barcelone, où le roi est assassiné. Puis, en accord avec les Romains, ils se replient à Toulouse.

418 : La première capitale du royaume wisigoth est fixée à Toulouse.

Du royaume wisigothique à la naissance de la Catalogne

La région limitée par la vallée de l'Ebre au sud, les Pyrénées au nord et la Méditerranée à l'est ne pouvait échapper aux « grandes invasions » survenues au tournant du Ve siècle. Après les Vandales, ce sont les Wisigoths qui viennent s'installer en Espagne et en font même leur véritable base territoriale après la défaite subie à Vouillé devant les Francs de Clovis. Pour deux siècles, l'Hispania va se confondre avec le royaume wisigothique, qui va réaliser son unité territoriale en éliminant les Suèves et son unité religieuse avec la conversion de son roi Reccarède au catholicisme romain. Dans ce nouvel ensemble, la Catalogne n'apparaît plus que comme une région marginale dans un royaume dont le centre de gravité se trouve désormais sur le plateau intérieur. Au début du VIIe siècle, les envahisseurs arabo-berbères ne rencontrent guère de difficultés pour conquérir le pays, simple étape pour eux avant de passer en Gaule. La présence musulmane ne dura pas un siècle au nord du Llobregat, mais sera prolongée en revanche jusqu'au XIIe à Lleida ou à Tortosa. C'est dans ces régions qu'elle a laissé des traces archéologiques ou toponymiques.

Durant le Ve siècle, le territoire est confronté à de lourdes menaces. Il connaît, au début de la décennie 440, la révolte des Bagaudes, des paysans ruinés qui, réduits à la misère, vont semer durablement l'insécurité. L'archéologie révèle des destructions de grande ampleur et de nombreux abandons de villae alors que les cités se ceignent de murailles. C'est à l'abri de celles-ci que se développe le christianisme attesté à Tarragone dès la fin du Ier siècle, ce dont témoigne la construction de nombreux édifices religieux. L'activité économique et commerciale s'effondre, la ville romaine d'Ampurias est abandonnée. Durant tout le Ve siècle, l'Espagne apparaît comme l'exutoire naturel des peuples barbares qui ont ravagé la Gaule à partir de 406. Alors que les Vandales ne font que la traverser pour aller constituer en Afrique du Nord un royaume éphémère, les Suèves s'installent en Galice et les Wisigoths, établis de part et d'autre des Pyrénées, entreprennent de conquérir progressivement la péninsule à partir de 480.

464 : Prise de Tarragone par les Wisigoths.

476 : Chute de l'Empire romain d'Occident. Retour des Wisigoths en Hispanie, sous les ordres du roi Euric (466-484). Occupation de toute la Tarragonaise (avec le Levant valencien).

507 : Bataille de Vouillé. Victoire, sur les Wisigoths d'Alaric II, des Francs de Clovis qui s'emparent du royaume de Toulouse. Les Wisigoths fixent temporairement leur capitale à Narbonne.

531-548 : Règne du roi Theudis qui établit sa capitale à Barcelone.

555-567 : Règne d'Athanagild qui installe la capitale wisigothe à Tolède, pour mieux faire face aux menaces extérieures des Suèves, des Francs et des Byzantins. Constitution du premier royaume hispanique dans lequel le territoire catalan ne joue qu'un rôle marginal.

569-586 : Le roi Leovigild accomplit l'unification territoriale et politique de l'Hispanie (Languedoc, Espagne et Portugal actuels). Admirateur des Romains, il cherche à se poser en continuateur de ces derniers. C'est pourquoi il prend le nom de Flavius, frappe monnaie à son effigie et adopte comme symboles du pouvoir la couronne, le sceptre et le manteau royal. De même, il fonde des villes et tente d'unifier son royaume hispanique sous la bannière de l'arianisme, alors que le christianisme trinitaire de Nicée fait l'objet de controverses.

582 : Persécutions déchaînées par Leovigild contre les trinitaires (catholiques). Appuyé par les Suèves, les Byzantins et les Francs, le fils aîné du roi, Herménégild, converti aux thèses du concile de Nicée, déclare la guerre à son père. Vaincu, Herménégild est emprisonné à Tarragone.

585 : Décapitation, à Tarragone, d'Herménégild. Bataille de Braga : annexion, par les Wisigoths, du royaume suève. Désormais, toute la péninsule est sous la domination des Wisigoths.

589 : Troisième concile de Tolède. Récarède, le second fils de Leovigild, se convertit au christianisme nicéen et accomplit l'unification doctrinale de l'Hispanie sous l'égide de l'Eglise romaine. Conversion officielle des Wisigoths au catholicisme.

615 : Cette conversion qui n'est pas une conversion « spirituelle » a principalement pour but de donner une cohérence à l'ensemble des sujets. Dès lors, tous les adeptes de cultes minoritaires sont persécutés, exilés ou contraints au baptême. C'est dans ce cadre que sont promulgués des mesures discriminatoires prises à l'encontre des juifs, des ariens et des manichéens. Le roi Sisebut ordonne, sous peine de mort pour les contrevenants, le baptême de tous (et, notamment, celui des juifs). Il

contraint les non-catholiques à quitter le royaume.

615-711 : Troubles religieux du fait des réticences à l'abandon de l'arianisme d'une partie de l'aristocratie wisigothique.

631 : Quatrième concile de Tolède. Isidore de Séville et le roi Sisenand consacrent l'union des pouvoirs, civil et religieux, selon le modèle romain : élu par les nobles et le peuple, le roi prête serment de gouverner « droitement » avant de recevoir l'onction. Par celle-ci, l'Eglise légitime le nouveau monarque, indépendamment des circonstances de son accession au trône.

673 : Révolte contre le roi de Tolède du duc Paul, proclamé roi par le comte de Nîmes et par le duc de Tarragone. Echec de cette nouvelle tentative de constituer un royaume transpyrénéen réunissant Septimanie et Tarraconaise.

711 : Livrée après le débarquement du musulman Tarik à hauteur de Gibraltar, la bataille du rio Guadalete voit la défaite du roi wisigoth Roderic. Effondrement du royaume wisigoth auquel se substitue un pouvoir musulman. Le wali dirige les garnisons urbaines et régit le territoire selon un régime de protectorat, laissant pour un temps en place les pouvoirs locaux établis, mais organisant l'exploitation fiscale des vaincus, bientôt soumis au régime de la dhimmitude, une « protection » fondée sur la subordination aux vainqueurs.

714 : Conquête de Barcelone par les envahisseurs musulmans.

Trois années suffisent aux envahisseurs musulmans vainqueurs du roi wisigoth Roderic pour conquérir la majeure partie de la péninsule ibérique. La prise de Barcelone ne constitue qu'une étape pour les conquérants, désireux de poursuivre leurs razzias au-delà des Pyrénées. Stoppés à Poitiers par Charles Martel en 732, ils sont ensuite chassés de Septimanie, notre actuel Languedoc, par Pépin le Bref avant que Charlemagne n'engage en 778, vers Saragosse et Pampelune, une expédition sans lendemain. C'est en 801 que son fils Louis s'empare de Barcelone. Après quoi les Carolingiens vont pouvoir fixer au sud de la ville, sur le cours du Llobregat, la frontière de la marche d'Espagne qu'ils ont réussi à constituer. Partagée en comtés, la région va voir ensuite se distendre les liens qui l'unissent à la Francie occidentale née en 843 du partage de Verdun. Elle doit composer, au Xe siècle, avec la puissance du califat de Cordoue et avec les raids dévastateurs lancés par Al Mansur, mais, au tournant de l'an mil, le pays va se rassembler autour du comte de Barcelone et jeter enfin les bases d'une importante principauté territoriale, la future Catalogne.

714 : Prise de Barcelone par les envahisseurs musulmans.

720 : Prise de Narbonne par les musulmans.

730 : Le wali (gouverneur) de Tarraconaise et de Septimanie, Munusa, se révolte contre l'autorité cordouane.

732 : Bataille de Poitiers. Victoire des Francs de Charles Martel sur les musulmans.

759 : Reconquête de Narbonne et du Roussillon par les Francs de Pépin le Bref. L'ennemi musulman est refoulé au delà des Pyrénées.

777 : Les walis musulmans de Barcelone et de Huesca, soulevés contre l'émir omeyyade de Cordoue, viennent à Paderborn solliciter l'aide de Charlemagne.

778 : Charlemagne porte la puissance franque au sud des Pyrénées, mais l'expédition conduite contre Saragosse et Pampelune se termine sur un échec et l'arrière-garde de l'armée tombe dans l'embuscade de Roncevaux, sans doute organisée par les montagnards basques. Les réfugiés venus des territoires appelés à former ultérieurement la Catalogne affluent en Roussillon et dans les hautes vallées pyrénéennes, y formant une population avide de retrouver les terres d'où elle a été chassée. De nombreux Hispani viennent de plus se réfugier dans le royaume franc où ils plaident en faveur de la « libération » de leur patrie.

785 : Les habitants de Gérone livrent leur ville aux représentants de Charlemagne, bientôt imités en 789 par ceux d'Urgel et de la Cerdagne. Les comtes de Toulouse élargissent leurs fiefs pyrénéens au Pallars et à la Ribagorça.

Fin du VIIIe siècle : Vaines attaques des musulmans pour récupérer les territoires perdus.

801 : Louis d'Aquitaine, fils de Charlemagne et futur empereur Louis le Pieux, assiège Barcelone et s'en empare. Plusieurs offensives lancées contre Tortosa, près de l'embouchure de l'Ebre, en 809 et 811, se concluent sur des échecs et c'est le Llobregat qui va marquer la limite méridionale de la marche d'Espagne dont la capitale s'établit à Barcelone.

IXe siècle : La conquête franque, qu'il était prévu de pousser jusqu'à l'Ebre, s'arrête finalement au sud de Barcelone. Ce territoire, des Pyrénées au cours du Llobregat, constitue « la Vieille Catalogne ». Charlemagne organise cette « marche hispanique » en comtés, selon les entités déjà établies par la tradition ethnique et culturelle du territoire. Les habitants sont soumis à la surveillance de comtes, fonctionnaires francs, et d'ecclésiastiques, solidaires du pouvoir. Louis le Pieux réunit les comtés de Barcelone, Gérone et Empuries à la Septimanie, pour qu'ils forment ensemble le marquisat de Gothie. Cerdagne, Urgel, Pallars et Ribagorça sont reliés à la Marche toulousaine. De nombreux paysans quittent les vallées pyrénéennes surpeuplées pour chercher subsistance dans les terres laissées en friche par le départ des Sarrasins. Selon la loi wisigothe, ils deviennent propriétaires au bout de trente ans de ces terres vierges qu'ils exploitent. Ainsi se constitue la base de la société catalane, une masse de petits paysans propriétaires, pauvres, mais de condition libre. Les zones de peuplement sont divisées en castra, dirigées par un vicaire chargé de

l'administration, de la justice et de la défense des populations. Pour mener à bien ses fonctions, le vicair fait construire un château et reçoit un lot de terres inhabitées, le fief, dont il conserve l'usufruit en paiement de sa fidélité. Représentant du roi de France, le comte, dont émane l'autorité, est également légitimé par la loi des Goths qui voit en lui l'incarnation de la potestas, la puissance publique légiférante. Grand attachement de la population catalane à la dynastie carolingienne : circulation de la monnaie carolingienne, écritures exécutées selon le graphisme français et datées par référence aux règnes des rois de France, liturgie franque. Les cinq évêchés libérés, Barcelone, Gérone, Urgel, Elne et Osona, qui dépendaient auparavant de Tarragone, sont rattachés à Narbonne pour les séparer de l'autorité de Tolède. Les abbayes sont restaurées sur le modèle franc inspiré de la réforme de saint Benoît d'Aniane, lui-même d'origine gothique. Ainsi intégrées à l'empire franc, les populations locales n'en conservent pas moins la conscience de leur appartenance au monde « gothique ». C'est sous le nom de Gothi que se désignent le plus souvent les habitants qui demeurent attachés à leur loi traditionnelle, un souci de préserver un particularisme dont s'accommodent les souverains francs. L'écho rencontré par l'hérésie adoptianiste d'Eiipand de Tolède, diffusée en Catalogne par l'évêque Félix d'Urgel, témoigne aussi du souci de maintenir un lien avec l'ancienne primatie wisigothique alors que, dans le même temps, l'Eglise asturienne s'inscrit dans l'espace carolingien et romain en s'associant aux condamnations de cette hérésie formulées au concile de Ratisbonne.

826 : Attaque de Barcelone par les musulmans de Cordoue. Défense héroïque de la ville organisée par Bernard, marquis de Septimanie, qui devient alors l'un des principaux conseillers de l'empereur Louis le Pieux.

839 : L'acte de consécration de la cathédrale d'Urgel révèle pour les paroisses relevant de cet évêché une densité de peuplement très élevée (20 habitants par kilomètre carré) dans ces régions qui font alors office de montagne-refuge.

843 : Traité de Verdun. Partage de l'empire carolingien. La Francie occidentale, dont la Septimanie, revient à Charles le Chauve.

859 : Pillage de Barcelone par les Vikings du chef Hasting, qui viennent de Nantes et ont hiverné en Camargue.

865 : Charles le Chauve divise la Septimanie en deux comtés : Narbonne et Barcelone. En lutte contre les Normands, il en appelle à l'un de ses vassaux, Guifré el Pilós (Guifred le Velu), originaire du Conflent, qui prend une part décisive à la bataille, où il est blessé par une flèche, et impressionne le roi par sa vaillance et sa loyauté. Ce dernier, au soir de la victoire, vient lui rendre visite dans sa tente et, voyant son bouclier vierge de tout emblème, trempe ses doigts dans la blessure du chevalier, et, d'un geste de la main, dessine quatre barres de sang sur son écu. C'est, selon un récit valencien daté de 1550, l'origine mythique des quatre bandes vermeilles qui sont l'emblème de la Catalogne.

870 : Assemblée d'Attigny. Charles le Chauve confie Urgel, la Cerdagne et le Conflent à Guifré el Pilós, « le Velu », fondateur de la dynastie des comtes héréditaires qui gouvernera la Catalogne pendant cinq siècles.

878 : Assemblée de Troyes. Louis le Bègue attribue les comtés de Barcelone et de Gérone à Guifré el Pilós, lié par le sang aux autres comtes de Catalogne. Guifré el Pilós devient le maître de l'essentiel de la Marche hispanique. Il poursuit la reconquête en repoussant la frontière à l'ouest du Llobregat, en développant la plaine de Vic et en rétablissant l'évêché sur les territoires reconquis sur les musulmans. Frère de Guifred, Miro reçoit le comté de Roussillon.

879 : Fondation de l'abbaye Saint-Michel de Cuxa, dans le Conflent, par Miro Ier, comte du Roussillon, frère de Guifré el Pilós.

880 : Prise de Montserrat par Guifré el Pilós qui développe la plaine de Vic. Edification du premier sanctuaire à Montserrat. Construction de l'abbaye Santa Maria de Ripoll, où Guifré el Pilós sera enterré.

885 : Création du comté d'Ausone et du comté de Vic par Guifré el Pilós. Construction de l'abbaye Sant Joan de les Abadesses. Progressivement, les liens de dépendance des comtés catalans vis-à-vis de la monarchie franque s'affaiblissent tandis que se renforce l'autonomie des comtés, désormais transmis par succession dynastique dans les familles comtales.

897 : Mort au combat, contre l'émir de Lleida, de Guifré el Pilós. L'ensemble du territoire Barcelone-Gérone-Vic ne sera pas remis en cause après sa disparition.

897-911 : Guifré II Borell (« Borell Ier »), fils de Guifré el Pilós, hérite des comtés de Barcelone, Gérone et Ausone, dont l'unité sera maintenue et formera le noyau de la future Catalogne.

898 : Mariage de Borell Ier et Garsinlde, fille du comte d'Empúries et de Roussillon.

Xe siècle : Leur fille Richilde, en épousant Odon, vicomte de Narbonne, marque, après un IXe siècle endogame, le début des stratégies matrimoniales éloignées des familles comtales catalanes. Sous l'autorité des premiers comtes catalans, la Marche hispanique se repeuple et devient une puissance où s'affirme la prééminence de la Maison de Barcelone. Les comtes de Barcelone renforcent leur autorité politique.

911-948 : Sunyer Ier, frère de Borell Ier, devient comte de Barcelone et également comte de Besalú.

948-992 : Son successeur, Borrell II, également comte d'Urgel, cherchant à s'émanciper en diversifiant les protections, promet obéissance et fidélité au grand calife de Cordoue, Al Hakam.

967 : Gerbert, introduit par Borrell II, est pris en charge par Hatton, le très érudit évêque de Vic, particulièrement féru de mathématiques. Gerbert poursuit son instruction dans les abbayes catalanes de Vic et de Ripoll, où il peut approfondir sa connaissance de la culture antique et son savoir en sciences. A travers les œuvres de Boèce, il s'initie à l'arithmétique et imagine une table à compter, « l'abaque de Gerbert ».

970 : Gerbert, le futur pape Silvestre II, accompagne à Rome Hatton de Barcelone et Borrell II, qui cherchent à émanciper l'Eglise catalane de la tutelle de l'archevêque de Narbonne. Ils obtiennent du pape Jean XIII que Vic soit élevée au rang de métropole, ce qui autonomise les évêchés catalans et les soustrait à la tutelle de l'archevêché de Narbonne.

981 : Profitant de la minorité d'Al Hakam, Al Mansour, son ministre tout-puissant, met en œuvre une politique d'attaques systématiques contre les territoires chrétiens du Nord de l'Espagne.

985 : Raid d'Al Mansour sur Barcelone. Prise de la ville. Pillages, incendies dévastateurs, massacres de la population. Destruction de deux monastères alentour, dont San Cugat del Vallès. Borell, réfugié dans les montagnes, fait appel à son suzerain, le roi de France, qui lui doit aide et protection.

986-987 : Lothaire, puis son fils Louis V, laissent en suspens la question de Barcelone.

988 : Borell formule à nouveau sa demande de protection au nouveau roi des Francs, Hugues Capet, qui lui répond d'un ton péremptoire qu'il attend d'abord que le comte de Barcelone lui prouve son engagement et sa loyauté en lui prêtant serment de fidélité. Après avoir profité du pillage et des rançons, Al Mansour s'est retiré de Barcelone. Retour de Borell à Barcelone, où il s'est retrouvé, de fait, indépendant. Il profite donc du changement dynastique pour s'émanciper de la tutelle de la France, suivi par les autres seigneurs de Catalogne. Cet acte fort marque le point de départ de l'indépendance de fait de la Catalogne.

Dans la marche franque d'Espagne, appelée à devenir le comté de Barcelone, les comtés catalans ont vu leur autonomie s'affirmer, avant que s'impose progressivement le pouvoir du comte de Barcelone. Une fois unifié le territoire catalan, les vicissitudes que connaît le royaume voisin d'Aragon vont conduire à une union lourde de conséquences entre Barcelone et Saragosse. C'est désormais liée à l'Aragon que la Catalogne va pouvoir ensuite participer au jeu des grandes puissances, notamment dans l'espace méditerranéen. Au Xe siècle, les liens avec la monarchie franque se sont progressivement relâchés et l'ensemble territorial Barcelone-Vic-Gérone a constitué le noyau solide autour duquel va se former la future Catalogne. L'essor des villes et de la métallurgie font que, dès le Xe siècle, le « réveil de l'Occident » constaté après l'an mil a déjà débuté en Catalogne. Le comte de Barcelone n'en doit pas moins manifester sa fidélité au califat omeyyade de Cordoue en lui envoyant des ambassades.

985 : Barcelone est prise et mise à sac par Al-Mansûr, maître de Cordoue depuis la mort du calife Al-Hakam II. Le comte Borell se tourne vers le roi franc, mais Hugues Capet, qui vient d'être élu roi, ne donne pas suite à ses appels, ce qui entraîne une rupture définitive des liens entre royauté franque et comtés catalans.

992 : Mort de Borell II. Son fils Raimond Borell lui succède.

993 : Mariage de Raimond Borell avec Ermessende de Carcassonne.

999-1003 : Election à la papauté de Gerbert sous le nom de Sylvestre II.

XIe siècle : Révolution féodale. Vicaires et châtelains s'approprient leurs charges publiques et établissent leurs fiefs, en imposant un système de domination alourdi aux paysans, terrorisés par les cavalcades des hommes armés des seigneurs en lutte. La justice pénale, de service public confié au châtelain, devient sa propriété privée, et les manquements des justiciables sont désormais prétexte à la confiscation des biens. Résistance des villes comme Barcelone qui chercheront à s'épargner l'assujettissement aux féodaux en renforçant leurs liens avec le comte. Résistance des ecclésiastiques et des nobles qui restent liés à l'autorité comtale. Résistance des paysans qui louent leurs services comme mercenaires du calife de Cordoue. De retour en Catalogne, ils s'organisent pour se défendre et emploient les techniques agricoles utilisées dans le califat, afin de bâtir des moulins et d'irriguer la terre. L'expansion démographique favorise un renouveau de la prospérité, fondée sur le travail des paysans et sur l'afflux d'or en provenance de l'Espagne musulmane. Les échanges commerciaux se multiplient avec le califat. L'essor des établissements monastiques et le développement du pèlerinage de Saint-Jacques-de-Compostelle favorisent la diffusion des progrès techniques au sein de l'ancienne Marche hispanique où chrétiens mozarabes et Juifs, fuyant les persécutions du califat de Cordoue, viennent trouver refuge en apportant avec eux leurs connaissances et leur culture.

1001 : Destruction de Manresa par Almanzor, vizir du califat de Cordoue. Entrée d'Oliba au monastère bénédictin de Ripoll.

1002 : Mort d'Almanzor. Alliance entre Raimond Borell et son cousin, le comte d'Urgel Armengol Ier. Raimond Borell, accompagné par l'évêque de Vic Arnulf, se rend à Rome pour rencontrer le pape Sylvestre II, afin de résoudre le problème lié au monastère de Saint-Benoît de Bages (dont les chapiteaux demeurent aujourd'hui l'un des trésors, largement méconnu, de l'art roman catalan).

1003 : Expédition contre Lérida. Bataille d'Albesa. Victoire des comtes catalans qui obtiennent un butin important.

1008 : Mort d'Abd al-Malik, le fils d'Al Mansur. La menace omeyyade s'éloigne. Election d'Oliba

« abbé de Ripoll et de Saint-Michel de Cuxa ». Il s'agit de l'une des personnalités les plus remarquables du Moyen Age catalan.

1009 : Sulayman al-Mustain s'installe à Cordoue, avec le soutien des Berbères et des Castellans. Alliance entre son rival Muhammad II et les comtes catalans Raimond Borrell de Barcelone, Armengol Ier d'Urgell et Bernard Taillefer de Besalú. Concile de Barcelone, en présence des évêques de Barcelone, d'Elne, de Gérone, d'Ausone et d'Urgell, en vue d'engager les travaux de réfection de la cathédrale de Barcelone.

1010 : Expédition contre Sulayman al-Mustain. Sac de la ville de Cordoue. Les comtes catalans, vainqueurs, récupèrent d'importantes richesses.

1011 : Mort du comte d'Urgell Armengol Ier. La tutelle du jeune Armengol II est confiée à Raimond Borell qui se rend au concile de la Seu d'Urgell, réuni afin de restaurer la cathédrale d'Urgel. La présence de tous les évêques de la province de Narbonne et de plusieurs comtes catalans, en particulier Guifré II de Cerdagne et Guillaume de Ribagorza, est l'occasion pour Raimond Borell d'asseoir sa prééminence sur les autres personnages et de manifester l'unité des comtés de la région.

1017 : Mort de Raimond Borell, enterré dans le cloître de la cathédrale de Barcelone dont il avait soutenu la reconstruction et pour laquelle il fait une importante donation par testament. L'abbé Oliba lui dédie un chant funèbre où il lui attribue le comportement d'un roi.

1017-1021 : Chargée de veiller sur leur fils et d'être sa tutrice, Ermesende de Carcassonne exerce la régence.

1018 : L'abbé Oliba devient évêque de Vic, détenant ainsi l'autorité ecclésiastique sur tous les évêques de la province hispanique. Il est le plus ardent propagateur du mouvement clunisien, qui tend à rendre les monastères indépendants du pouvoir politique en les plaçant sous l'autorité directe du pape et à les rendre à la pureté de leur vocation. Réformateur liturgique, il est le promoteur et parfois l'inspirateur direct de la construction de plusieurs églises et monastères. Sous son impulsion, le style roman, si caractéristique de la région, se répand dans toute la Catalogne. Après les sanctuaires préromans de San Quirze de Pedret et de San Juan de Bellcaire, les XIe et XIIe siècles voient en Catalogne une véritable floraison romane, avec les sanctuaires de Sant Jaume de Frontanya, de Sant Ponç de Corbera, de Sant Vicenç de Cardona, caractérisés à l'extérieur par la présence d'arcatures lombardes. Après ces premiers édifices, un second art roman témoigne d'une plus grande complexité architecturale, qui passe par l'utilisation d'arcs doubleaux, de la voûte d'arêtes, du transept et de la coupole. La sculpture connaît également un essor magnifique à la façade de l'abbaye de Ripoll ou sur les chapiteaux des cloîtres de Sant Cugat del Vallès, San Benet de Bages, Sanata Maria de l'Estany, Sant Joan de les Abadesses, de Gérone et de la Seo d'Urgel. La fresque romane a donné des chefs-d'œuvre fameux – qui constituent aujourd'hui le trésor du musée d'Art de Catalogne de Barcelone – à San Clemente et à Santa Maria de Tahull, l'église d'Esterrri d'Aneu. La tapisserie de la Création se trouve pour sa part au musée de la cathédrale de Gérone. Au sud de la Catalogne, l'abbaye de Poblet témoigne, au XIIIe siècle, par ses dimensions et son élégance, de l'ouverture d'une période nouvelle.

1021-1023 : Conflit entre Ermesende, soutenue par Guifré II de Cerdagne et Guillem Ier de Besalú, et son fils Bérenger-Raimon, allié à l'aristocratie barcelonaise, qui veut prendre la suite de son père et devenir comte à part entière.

1022 : Bérenger-Raimon reconnaît les droits de l'abbaye de Ripoll sur la montagne de Montserrat.

1023 : Départ d'Ermesende de la cour de Barcelone pour celle de Gérone où elle possède encore l'autorité de comte. Accords entre Bérenger-Raimon et les comtes d'Ampurias, de Besalú et de Cerdagne.

1025 : Etablissement du monastère de Montserrat. Développement de la mise en valeur des terres. Bérenger-Raimon garantit aux habitants de Barcelone et à tous les possesseurs d'alleux la libre propriété de leurs terres. Il les relève de toute autre juridiction que la sienne, renforçant son autorité au détriment des seigneurs locaux. Il soutient les marchands catalans et ordonne la frappe de nouveaux deniers d'argent, de billons blancs, et de mancus d'or. Reprise de la frappe de monnaies d'or pour la première fois dans la région, alors que l'Europe occidentale l'avait abandonnée au profit exclusif de la monnaie d'argent.

1027 : Concile de Toulouges en Roussillon. A l'initiative de l'abbé Oliba est édictée la trêve de Dieu, afin de limiter la violence des féodaux et de leurs opposants, pour soulager les paysans, garantir les marchands et prémunir les ecclésiastiques.

1028 : Soumission du comte d'Urgel, Armengol II, qui reconnaît la suzeraineté de Bérenger-Raimon.

1032 : Voyage à Rome de Bérenger-Raimon, qui souhaite poursuivre la politique d'alliance avec les papes engagée par son père.

1031 : Fin du califat de Cordoue. Une vingtaine de royaumes et de principautés (los reinos de taifas) lui succèdent. La division du camp musulman fragilise Al Andalous et va favoriser la reconquête chrétienne.

1035 : Mort de Bérenger-Raimon, qui confie à sa mère la régence sur l'ensemble des comtés.

1035-1148 : Tortosa, centre d'une taïfa (une principauté) musulmane, paye tribut au comté de Barcelone.

1039 : Mariage de Raimon-Bérenger Ier, ce qui met fin à la régence. A nouveau, Ermesende refuse de laisser le pouvoir.

1041-1043 : Conflit entre Ermesende et Raimon-Bérenger, soutenu par la majorité des nobles. Finalement, Ermesende doit prêter serment de fidélité à Raimon-Bérenger et abandonne la sphère du pouvoir.

1046 : Mort de l'abbé Oliba.

1054 : Nouvelle opposition entre Ermesende et son petit-fils, à cause de sa liaison avec Almodis de la Marche, mariée au comte de Toulouse. Excommunication du couple.

1056 : Après avoir réussi à faire déclarer leurs précédentes unions invalides pour cause de consanguinité, Raimon-Bérenger épouse Almodis. Ermesende vend tous ses droits sur les comtés à Raimon-Bérenger et Almodis, à qui elle doit aussi prêter serment.

1058 : Mort d'Ermesende de Carcassonne, enterrée dans la cathédrale de Gérone.

1068 : Elaboration du premier code féodal connu, les « Usages de Barcelone », compilation des coutumes de l'époque, qui recueille les règles de procédure judiciaire et les droits et devoirs des féodaux. Les comtes de Barcelone organisent la défense des frontières avec « chartes de peuplement », en concédant des terres à peupler et à cultiver aux populations chargées de défendre un lieu déterminé contre les attaques des musulmans.

1071 : Assassinat d'Almodis par Pierre-Raimond, fils aîné du comte. Almodis voulait l'évincer du pouvoir au profit de ses deux fils, Raimond-Bérenger et Bérenger-Raimond. Exil de Pierre-Raimond, déshérité.

1076 : Mort de Raimon-Bérenger Ier, dont le tombeau se trouve dans la cathédrale de Barcelone à côté de celui d'Almodis. Par testament, le comté revient à ses deux fils, Raimond-Bérenger II et Bérenger-Raimond II, qui doivent gouverner conjointement.

1076-1082 : Les deux frères gouvernent conjointement, mais ne s'entendent pas.

1078 : Mariage de Raimond-Bérenger avec Mahaut de Pouille, fille de Robert Guiscard.

1079 : Extension du comté de Barcelone par les prises de Sidamon et Torregrossa, dans la plaine d'Urgell, et de Barberà et l'Espluga de Francolí, dans la vallée de Barberà. Lettre du pape pour que l'évêque de Gérone Bérenger-Guifred, aidé par les abbés de Ripoll, de Saint-Cucufa et de Saint-Pons de Thomières, intervienne pour ramener la paix entre les deux comtes.

1081 : Bérenger-Raimond, s'allie au roi d'Aragon Sanche Ier et au roi taïfa de Lérida, Tortosa et Dénia, al-Mundir Imad al-Dawla. Face à eux se dresse le roi de la taïfa de Saragosse, Yusuf al-Mutaman, allié à Rodrigo Díaz de Vivar, « le Cid ».

1082 : Bataille d'Almenar, fortifiée par le Cid. Défaite de Bérenger-Raimond, emprisonné, puis libéré contre une rançon. Assassinat de Raimond-Bérenger II par son frère qui doit garantir à son neveu, Raimond-Bérenger III, la succession.

1090 : Les troupes de Lérida et de Barcelone, dirigées par Bérenger-Raimond II, affrontent les forces du Cid à Pinar de Tévar lors d'une terrible bataille. Nouvelle défaite de Bérenger-Raimond, à nouveau fait prisonnier. Emmené à Daroca par le Cid, il conclut la paix avec lui et le mariage de son neveu, Raimond-Bérenger III, avec la fille du Cid, Maria de Vivar. Bérenger-Raimond II et Raimond-Bérenger III gouvernent conjointement.

1091 : Les comtes de Barcelone reçoivent la confirmation papale du rétablissement de Tarragone comme siège archiépiscopal, avec la nomination de l'évêque de Vic, Bérenger-Sunifred de Lluça, à la charge d'archevêque de Tarragone.

1092 : Attaque de Tortosa, avec l'aide de Génois et de Sanche Ier d'Aragon. Occupation brève de la ville.

1096 : Départ en croisade de Bérenger-Raimond.

1097 : Mort de Bérenger-Raimond devant Jérusalem, sans descendance. Raimond-Bérenger III gouverne seul les comtés de Barcelone, Gérone et Ausone.

1098 : Prise d'Orpesa, place forte du Cid. Réconciliation entre le comte de Barcelone et le Cid par le mariage effectif entre Raimond-Bérenger III et la fille du Cid, Maria Rodriguez de Vivar. L'objectif de cette alliance est de freiner la constante progression almoravide.

1107 : Raimond-Bérenger III mène une expédition contre Balaguer, mais les Almoravides contre-attaquent dans le Penedès, détruisent Olèrdola et mettent le siège devant le château de Gelida. Raimond-Bérenger III arrive à les contenir, puis il les repousse. Repeuplement d'Olèrdola. Mariage entre Bernard III, comte de Besalú, et la fille de Raimond-Bérenger. Accord entre les deux comtes pour établir la succession mutuelle de leurs comtés au cas où l'un d'eux mourrait sans

descendance.

1111 : Mort de Bernard III, sans enfant. Tous ses domaines passent à Raimond-Bérenger III. Le comté de Besalú est définitivement uni au comté de Barcelone.

1112 : Mariage de Raimond-Bérenger avec Douce de Provence. Il devient comte de Provence.

1114-1115 : Attaques almoravides du comté de Barcelone.

1117 : Raimond-Bérenger III incorpore le comté de Cerdagne à ses fiefs, à la suite de l'extinction de la dynastie comtale. Rivalité entre Raimond-Bérenger III et le roi d'Aragon, Alphonse Ier, pour la conquête de Lérida, Tortosa et Valence. Accord entre le comte de Barcelone et le gouverneur almoravide de Lérida, Abdallah ibn Iyad, qui lui cède Corbins, contre son soutien contre les Aragonais.

1118 : Raimond-Bérenger III donne à l'évêque de Barcelone Oldegar la ville de Tarragone et sa région, afin qu'il la repeuple. Il obtient également pour lui l'érection de Tarragone au rang d'archevêché, détaché de l'archevêché de Narbonne, et avec l'autorité sur les évêchés catalans. Il favorise les ordres militaires dans ses domaines, avec l'arrivée des Hospitaliers en 1109 et des Templiers en 1123. Prise de Saragosse par Alphonse Ier. Alliance entre Raimond-Bérenger III et le gouverneur almoravide de Tortosa. Prise de Tarragone par le Normand Robert Burdet qui, après s'être rendu à Rome pour recevoir du pape Honorius II le comté de Tarragone, se proclame Princeps Tarraconensis, « prince de Tarragone », sous la reconnaissance de l'évêque Oldegar, à qui il prête hommage en 1129, tout en se montrant indépendant du puissant comté de Barcelone et en poursuivant sa lutte contre les musulmans.

1126 : Abdallah ibn Iyad se retourne contre Raimond-Bérenger III et envahit la vallée du Sègre, menaçant Albesa et les terres du comte d'Urgell, et reprenant Lérida, tout juste conquise par le roi d'Aragon. Le comte de Barcelone est mis en déroute à Corbins, tandis que son allié, Bernard Raimond, comte de Pallars, est tué.

1128 : Raimond-Bérenger III combat le comte d'Ampurias, Pons II, et le fait prisonnier. Il obtient que celui-ci abandonne la région de Peralada, qui passe à Barcelone.

1131 : Mort de Raimond-Bérenger III. Il lègue le comté de Barcelone et les autres comtés catalans à son fils aîné, Raimond-Bérenger, avec les comtés de Carcassonne et de Razès. Son fils cadet, Bérenger-Raimond, reçoit le comté de Provence.

1131-1134 : Début du règne de Raimond-Bérenger IV qui s'entoure des mêmes conseillers que son père, l'archevêque de Tarragone, Oldegar, et Guillaume Raimond de Moncada, son grand

sénéchal. Relations compliquées avec Alphonse Ier le Batailleur, roi d'Aragon, qui poursuit l'expansion de son domaine au sud de l'Ebre, mais qui menace aussi les frontières des comtés de Raimond-Bérenger IV.

1133 : Occupation, par Alphonse Ier, de Horta de Sant Joan, puis de toute la région entre le Matarraña et l'Ebre.

1134 : Mort d'Alphonse Ier d'Aragon à Fraga.

1135 : Rencontre, à Besalú, entre Raimond-Bérenger IV et Ramire II, dit « le moine », frère et successeur d'Alphonse Ier, contraint d'abandonner à regret la vie monacale.

De la puissance méditerranéenne à l'unité espagnole

Le XIIe siècle est avant tout marqué par l'union qui survient, après la mort du roi d'Aragon Alphonse Ier le Batailleur, entre Raymond Bérenger de Barcelone et la toute jeune Pétronille, fille du nouveau roi d'Aragon Ramire. Une union qui, à la faveur d'une ambitieuse politique matrimoniale, aurait pu ensuite entraîner la naissance d'une puissante principauté susceptible de constituer un vaste ensemble politique incluant le Languedoc, voire la Provence. Ce rêve d'un vaste Etat occitan – qui aurait pu contrarier le projet capétien – trouvera son terme en 1213, quand le roi Pierre II d'Aragon sera tué à la bataille de Muret, dans le contexte de la croisade contre les Albigeois.

1137 : Accord matrimonial de Barbastro entre Ramire II et Raimond-Bérenger IV, qui obtient du roi d'Aragon la main de sa fille, Pétronille, âgée seulement d'un an. Le traité stipule que leurs descendants gouverneront conjointement les deux Etats et que, même si Pétronille mourait avant que le mariage fût consommé, le comte de Barcelone hériterait de la couronne d'Aragon. Les deux royaumes devraient conserver leurs lois propres, leurs institutions et leur autonomie, et rester distincts sur le plan des lois, mais unis sous le règne d'une seule dynastie. Cet accord permet à la Catalogne et à l'Aragon de gagner en force et en sécurité. Ramire II transmet tous ses pouvoirs à son gendre, sans toutefois abdiquer : ne conservant que le titre de roi d'Aragon, il retrouve la vie monastique. Raimond-Bérenger IV reçoit les serments de fidélité des nobles aragonais à Huesca et prend la tête des deux Etats avec le titre de comte de Barcelone et prince d'Aragon. Il quitte l'Aragon et emmène Pétronille à la cour de Barcelone.

1141-1142 : Reconquête des villes aragonaises perdues à la suite de la défaite de Fraga. Alliance de Raimond-Bérenger avec le roi de León, Alphonse VII.

1142 : Coalition de seigneurs méridionaux réunie avec l'appui de Raimond-Bérenger IV contre les projets du comte Alphonse Jourdain de Toulouse, qui veut épouser Ermengarde, l'héritière de la vicomté de Narbonne. Finalement, sur les conseils du comte de Barcelone, Ermengarde épouse Bernard d'Anduze, fidèle du vicomte Roger et cousin des seigneurs de Montpellier.

1143 : Défaite du comte Alphonse Jourdain qui, fait prisonnier, est contraint de restituer Narbonne à Ermengarde. Raimond-Bérenger IV porte assistance au seigneur de Montpellier, en difficulté à la suite d'une révolte nobiliaire.

1144 : A la mort de son frère, Raimond-Bérenger IV reçoit la tutelle de son neveu, Raimond-Bérenger, et de la Provence où il se trouve confronté à la révolte des seigneurs des Baux, soutenus par Alphonse Jourdain, entre 1145 et 1146.

1144-1146 : Profitant de la situation chaotique d'al-Andalus, Raimond-Bérenger IV organise avec succès plusieurs expéditions contre les musulmans pour étendre ses possessions vers le sud.

1146 : Paix de San Esteban de Gormaz entre Alphonse VII, Garcie V, le roi de Navarre, et Raimond-Bérenger IV, qui s'allient en vue de la croisade d'Almeria contre les Almoravides.

1147 : Prise de la ville portuaire d'Almeria, à l'est de l'actuelle Andalousie.

1147-1153 : Prise de Lérida, Fraga et Mequinenza. Les nouveaux territoires constituent les domaines de « la Nouvelle-Catalogne », avec le marquisat de Tortosa. Conquête d'une quarantaine d'autres forteresses le long de l'Ebre, puis de Siurana et des montagnes de Prades. Les limites méridionales du « principat » de Catalogne sont fixées. C'est également à cette époque qu'apparaissent pour la première fois, sous la plume d'Henri de Pise, les termes « catalan » et « Catalogne », qui viendraient du nom d'une tribu ibère, les Lacetani, ou de celui d'un peuple celte, les Catalaunes, qui vécut dans la région.

1150 : Fondation, par Raimond-Bérenger, du monastère de Poblet, qu'il donne aux moines cisterciens de l'abbaye de Fontfroide, dont l'abbé est un de ses parents, Sanche de Provence.

1152 : Alliance entre Henri Plantagenêt, époux d'Aliénor d'Aquitaine, et Raimond-Bérenger IV contre Raymond V, pour récupérer les droits sur le comté de Toulouse.

1153 : Bulle du pape Adrien IV entérinant les accords entre Raimond-Bérenger et les ordres militaires des Hospitaliers, du Saint-Sépulcre, et des Templiers.

1154 : Raimond-Bérenger obtient du pape Anastase IV que les diocèses de Navarre, d'Aragon et de Catalogne soient soumis à l'archevêché de Tarragone.

1154 : Mariage entre Raymond V, comte de Toulouse, et Constance, sœur du roi de France Louis VII. Henri Plantagenêt devient Henri II, roi d'Angleterre.

1156 : Raimond-Bérenger IV obtient du vicomte de Béarn qu'il reconnaisse sa suzeraineté.

1161 : Concile de Toulouse, pour choisir qui, de Victor IV ou d'Alexandre III, doit être pape. La majorité des évêques et des cardinaux, soutenus par Louis VII, Henri II et Raimond-Bérenger IV, choisit Alexandre III, tandis que Frédéric Ier Barberousse, suivi par Raymond V, préfère Victor IV. Afin de ne pas affaiblir sa position vis-à-vis de l'empereur, Raimond-Bérenger IV de Barcelone accepte de se rapprocher de Raymond V de Toulouse et conclut la paix avec lui. Il soutient également le mariage de Richezza de Pologne, une cousine de Frédéric Barberousse, avec son neveu, Raimond-Bérenger III de Provence.

1162 : Mort de Raimond-Bérenger IV, enterré au monastère de Ripoll. Son fils, Alphonse Ier de Barcelone, lui succède sous le nom d'Alphonse II d'Aragon. Pendant deux siècles et demi, les monarques, tous catalans, portent le double titre de comtes de Barcelone et rois d'Aragon.

1167 : Alphonse II récupère le comté de Provence.

1168 : Alliance entre Alphonse II et Sanche VI, roi de Navarre, pour attaquer le royaume de Castille.

1170 : Paix perpétuelle de Sahagún entre Alphonse II et Alphonse VIII, roi de Castille. Répression de la révolte des musulmans des montagnes de Prades.

1171 : Les Normands perdent le comté de Tarragone.

1172 : Alphonse II adjoint à ses domaines, par héritage, le comté de Roussillon. Il se rend à Perpignan où il reçoit l'hommage de 146 chefs de famille et 16 chevaliers au nom de toute l'élite roussillonnaise. Ainsi est consacrée l'union de tous les comtés catalans sous la même couronne.

1173 : Assemblée de Fondarella. Afin de limiter et de contrôler l'usage de la violence, Alphonse II décide d'étendre à l'ensemble de ses domaines la trêve de Dieu et la paix de Dieu, outils du renforcement de son autorité. Création de nouveaux impôts. Mécontentement de la noblesse. Apparition d'une administration locale catalane : les viguiers, nommés par Alphonse II, sont chargés de faire appliquer les décisions prises par les clercs de Catalogne.

1177 : Fondation, par Alphonse II, de Puigcerdà, qui devient la capitale de la Cerdagne au

détriment de Llivia, qui conserve toutefois un intérêt militaire grâce à son château. Les Normands sont définitivement chassés de Catalogne.

1180 : Cortes de Tarragone. Alphonse II interdit de dater les actes des années du règne du roi de France.

1185 : Naissance de Raymond de Penyafort.

1187 : Face à la noblesse, le comte d'Urgell Armengol VIII échoue à faire appliquer la paix et la trêve dans son comté, sur les conseils d'Alphonse II.

1188 : Assemblée de Gérone. Pour adoucir le mécontentement de la noblesse, Alphonse II accepte de ne nommer que des vicaires catalans, ce qui l'empêche de trouver des personnages suffisamment éloignés des lignages aristocratiques locaux.

1192 : Assemblée de Barcelone. Alphonse II réaffirme son autorité et l'obligation pour la noblesse de respecter son autorité. Alphonse II adjoint à ses domaines, par héritage, le comté de Pallars Jussà. Fondation des châteaux de Puyvalador et de Salses. Il fait fortifier et renforcer le château de Puigcerdà, et il autorise l'abbé de Cuxa et celui d'Arles à fortifier certaines de leurs possessions.

1194 : Assassinat de l'archevêque de Tarragone, Bérenger de Vilademuls, un des fidèles d'Alphonse II.

1195 : Traité de paix qui met un terme définitif à la « grande guerre méridionale », au profit d'Alphonse II qui avait réussi à consolider son pouvoir dans le Midi de la France, du Béarn à la Provence, par un réseau de fidélité et de vassalité des seigneurs méridionaux.

1196-1213 : Règne de Pierre Ier de Barcelone, comte de Barcelone, de Gérone, de Besalú, de Pallars Jussà, roi d'Aragon et comte de Ribagorça sous le nom de Pierre II. Il œuvre essentiellement en Aragon et dans le Midi de la France.

1197 : Désireux de consolider ses liens avec les comtés transpyrénéens, Pierre II octroie à Perpignan la première des grandes chartes municipales des Pays catalans.

1204 : Mariage entre Pierre et Marie de Montpellier, apparentée à la famille impériale byzantine des Comnènes. Alliance entre les Maisons de Catalogne-Aragon, Provence et Toulouse. Voyage de Pierre à Rome, où il se reconnaît comme vassal de la papauté et est couronné par le pape Innocent III à Rome, d'où son surnom « le Catholique ». Il est le premier roi d'Aragon à avoir été

couronné des mains du souverain pontife.

1212 : Le roi Pierre II d'Aragon est l'un des acteurs majeurs de la grande victoire remportée par les royaumes chrétiens de la péninsule ibérique contre les Almohades à Las Navas de Tolosa.

1213 : Bataille de Muret. Mort de Pierre « le Catholique ». Fin du rêve de l'union catalano-occitane imaginée pour contribuer à la Reconquête contre l'islam ibérique.

Les XIII^e et XIV^e siècles voient l'Aragon et le comté de Barcelone, désormais réunis en un seul État, réaliser une montée en puissance tout à fait spectaculaire. Elle est en grande partie le résultat du règne particulièrement brillant de Jacques I^{er} « El Conquistador », ainsi surnommé à la suite de sa reconquête de l'archipel des Baléares et de Valence, prise par le Cid en 1094 mais reperdue en 1102. Mais la « Grande Reconquête » du Sud de la péninsule sera surtout le fait du royaume de Castille. En effet les souverains de Barcelone vont donner la priorité à l'expansion maritime en Méditerranée. Contre les Angevins de Naples, ils parviennent à s'emparer de la Sicile, puis de l'Italie du Sud où l'Espagne s'installe alors solidement pour plusieurs siècles. L'expansion commerciale, notamment sur les côtes de « Barbarie » nord-africaines ou en Grèce où s'illustrent les mercenaires catalans connus sous le nom d'Almugavars, accompagnent cette expansion territoriale à l'époque où les atlas majorquins et catalans témoignent des ambitions maritimes d'une bourgeoisie marchande toujours plus entreprenante.

1214 : Orphelin, Jacques « Le Conquérant » a six ans lorsqu'il est reconnu roi par les Cortes de Lérida. Son éducation est confiée à Guillem de Montrodón, noble catalan et chevalier du Temple. Son surnom lui vient du fait qu'il fut l'un des principaux acteurs de la Reconquête et l'un des plus grands rois de la dynastie aragonaise-catalane.

1218 : Réunion à Lérida des premiers Cortes généraux d'Aragon et de Catalogne, qui déclarent Jacques majeur. Durant son règne, il s'attache au renforcement du pouvoir royal en menant avec fermeté la normalisation du droit dans chacun des territoires de la couronne d'Aragon. En Catalogne, ce sont les « Usages de Barcelone » qui s'imposent peu à peu à tout le pays. Il développe le système des Cortes, parlements généraux réunissant des délégués nobles, ecclésiastiques et citadins, autour du roi. Chacun des royaumes de la Couronne a ses propres Cortes, excepté le royaume de Majorque qui envoie des délégués aux Cortes de Catalogne.

Décennie 1220 : Les marchands de Barcelone, Tarragone et Tortosa demandent à Jacques de mettre fin à la menace des pirates majorquins au service du pouvoir almohade. Le roi ne peut agir seul dans une croisade d'envergure. Il associe les Cortes catalans, en l'occurrence les trois ordres du clergé, de la noblesse et de la bourgeoisie, à ce projet. Il s'agit d'un véritable programme de gouvernement, prévoyant les frais de guerre, gérant les esclaves maures, instaurant un état de justice fondée sur une colonisation chrétienne. Le pape donne sa bénédiction à l'entreprise mûrement préparée. Les Vénitiens et, surtout, les Génois, reconnaissent la volonté d'expansion thalassocratique de la petite Catalogne, mais ils veulent être associés à l'exploitation économique des îles.

1227 : Jacques Ier interdit à tout navire étranger de charger des marchandises au port de Barcelone si des navires catalans sont disponibles.

1228 : Les marchands barcelonais décident de financer une expédition. Des navires sont mis à la disposition de nobles catalans qui acceptent de participer à cette aventure en échange de la concession de domaines territoriaux et la promesse d'un important butin. A Lérida, les nobles aragonais acceptent une telle entreprise, mais suggèrent au roi de la diriger plutôt contre les musulmans de Valence. Barcelone, Tarragone et de nombreux petits ports du Levant catalan figurent parmi les ports d'embarquement de la flotte de conquête. Les conseillers royaux se méfient déjà de la puissance navale des cités d'Italie. Gênes, en retrait, est prête à intervenir en soutien.

1229 : Départ des Catalans à la conquête de Majorque. Victoire catalane sur les musulmans.

1230 : Majorque devient un royaume de la Couronne d'Aragon et obtient une charte de franchise.

1231 : Minorque est soumise, Eivissa (Ibiza) paie tribut aux Catalans. Les Baléares sont peuplées de Catalans et rattachées au comté de Barcelone.

1238 : Prise de Valence aux musulmans.

1258 : Traité de Corbeil. Jacques renonce à ses prétentions sur l'Occitanie héritées de ses ancêtres comtes de Barcelone. En retour, le roi Louis IX de France renonce de jure à ses droits de vassalité sur les comtés catalans. Indépendante de facto depuis 988, la Catalogne l'est désormais officiellement. Les frontières entre la Catalogne et la France sont établies.

1258 : Création du consulat de Barcelone. Le consul a des attributions multiples. Chef de la communauté catalane devant les autorités locales, il est également juge, notaire et le délégué du consulat de la Mer auquel il rend des comptes.

1260 : Jacques dote Barcelone d'une nouvelle muraille alignée sur les Ramblas.

1262 : Mariage de Pierre, fils aîné de Jacques, avec Constance de Sicile, fille et héritière de Manfred de Hohenstaufen.

1265 : Conseil de Cent. Participation des artisans, commerçants, marins, cordonniers, menuisiers, boulangers et d'autres représentants des corporations d'influence sociale dans le gouvernement de Barcelone.

1269 : Jacques lève une armée et part de Barcelone pour se rendre en Terre sainte combattre Baybars. Mais les navires sont dispersés par une tempête et le roi est forcé de débarquer à Aigues-Mortes pour, finalement, renoncer à l'expédition.

1276 : Mort de Jacques Ier, après un règne long et marquant. Il avait commencé à dicter ses mémoires en catalan : le *Libre dels fets* est la première des quatre grandes chroniques de la Couronne d'Aragon. Son fils Pierre lui succède.

1278 : Traité de Pareatges. Souveraineté conjointe de l'évêque d'Urgell et du comte de Foix sur les vallées d'Andorre. Ce traité est toujours en vigueur, le président de la République française assumant l'héritage d'un certain comte Roger Bernard, comte de Foix.

XIIIe-début du XIVe siècle : L'expansion commerciale méditerranéenne atteint des niveaux remarquables. Le commerce méditerranéen devient le moteur de l'économie intérieure. La prospérité du pays est liée à celle de la capitale, Barcelone, et de son commerce. Les marchands catalans noueront des relations avec les pays d'Afrique du Nord (Maroc, Algérie, Tunisie, Libye) et l'Orient (Byzance, Jaffa, Alep, Damas, Rhodes, Chypre, Athènes), créant sur ces territoires des dépôts (alfondics) qui permettront de fixer les colonies marchandes catalanes en Méditerranée, en établissant des contrats avec les rois locaux. Le fondement économique et militaire le plus sûr de la puissance catalane, c'est la marine. Le nombre croissant des marchands catalans dans le port de Barcelone les pousse à unir leurs efforts et à se concerter pour traiter des affaires communes ou pour intervenir auprès des autorités locales. La population de Catalogne avoisine les 500 000 habitants au tournant du siècle.

Vers 1280 : Première ascension attestée de l'emblématique pic du Canigou (2 784 mètres), par Pierre III d'Aragon (Pierre II de Barcelone).

1282-1285 : Après les « Vêpres siciliennes », Pierre est couronné roi de Sicile. Succès contre Charles Ier d'Anjou, replié à Naples.

1283-1288 : Le chroniqueur Bernat Desclot raconte le règne de Pierre II d'Aragon.

1285 : Philippe III le Hardi arme une croisade contre Pierre d'Aragon, que le pape a excommunié avec tous ses sujets. Deux cent mille chevaliers de tout l'Occident se liguent contre le roi d'Aragon, rencontrant l'opposition acharnée des Catalans. La résistance de la ville de Gérone, l'action résolue de la flotte catalane qui, commandée par l'amiral Roger de Llúria, s'est rendue maîtresse de la Méditerranée occidentale, et, finalement, la peste, ont raison de l'entreprise de Philippe le Hardi. Poursuivi par les terribles mercenaires almogavares et atteint par la maladie, le roi de France meurt à Perpignan. Mort de Pierre d'Aragon.

1285-1291 : Alphonse, fils aîné de Pierre, règne sur Barcelone, l'Aragon et Valence, tandis que le cadet, sous le nom de Jacques Ier, règne sur la Sicile.

1291 : Mort précoce d'Alphonse. L'Aragon, Valence et Barcelone reviennent à son frère qui devient roi sous le nom de Jacques II, laissant la Sicile à son frère Frédéric.

1295 : Jacques II occupe le royaume de Murcie aux dépens de la Castille. Traité d'Anagni : Le pape Boniface VIII fait reconnaître la souveraineté des Anjou sur la Sicile. Mais les Siciliens, attachés à la dynastie catalane, refusent de ratifier cet accord et proclament la royauté de Frédéric. Nombreux conflits gagnés par Frédéric grâce à l'intervention des Almogavares.

1298 : Pose de la première pierre de la cathédrale de Barcelone.

1300 : Création de l'université de Lérida.

1302 : Paix de Caltabellota. Frédéric se voit reconnaître la souveraineté sur la Sicile.

1304 : Traité de Torrellas. Jacques II doit rendre le royaume de Murcie à la Castille.

1305-1308 : Rédaction de l'Ars magna de Raymond Lulle (1232-1316). Ce Majorquin est un esprit universel, détenteur d'un savoir encyclopédique, qui a rédigé plus de trois cents ouvrages ou traités et s'est aussi consacré à l'évangélisation des infidèles lors de séjours effectués en terre musulmane à Bougie ou à Tunis

1311 : Conquête des duchés francs d'Athènes et de Néopatrie par les Almogavares, à l'origine de l'orgueil du nationalisme catalan.

1312 : Dissolution de l'ordre du Temple dans le royaume d'Aragon, le comté de Barcelone et le royaume de Valence. Ses biens sont transférés à l'ordre de l'Hôpital.

1314 : Mariage entre Alphonse, fils de Jacques II, et Thérèse d'Entença, héritière du comté d'Urgel, dernier comté autonome de Catalogne.

1319 : Naissance de Pierre, fils aîné d'Alphonse, à Balaguer.

1320 : Naissance à Gérone de Nicolas Eymerich, théologien dominicain et inquisiteur.

1323-1324 : Associé au pouvoir par son père, Alphonse commande l'expédition catalane lancée en Sardaigne, royaume attribué à Jacques II par le pape en 1297, mais qui restait, de fait, indépendant. Conquête effective de la Sardaigne.

1326 : Fondation du duché sicilien d'Athènes, suite à l'expédition à Byzance de la Grande Compagnie des Catalans, les Almugávares de Roger de Flor, « gens terribles, aventuriers féroces et sans scrupules » (Alvise Zorzi), contre lesquels l'empereur byzantin Jean VI Cantacuzène enverra le premier contingent turc en Europe.

1327 : Mort de Jacques II à Barcelone. Son fils Alphonse lui succède. Il continue la politique de soumission de la Sardaigne entreprise par son père.

1329 : Mariage entre Alphonse IV d'Aragon et Eléonore de Castille, fille du roi Ferdinand IV.

1329-1336 : Guerre contre Gênes, qui permet à Alphonse de prendre Sassari, position-clé pour le contrôle de la Sardaigne.

1329-1390 : Construction à Barcelone de Santa Maria del Mar.

1333 : Une pénurie de blé engendre une terrible famine.

1336 : Mort d'Alphonse. Son fils Pierre III « le Cérémonieux » (Pierre IV d'Aragon) lui succède.

La deuxième moitié du XIV^e siècle voit la puissance catalane maintenir ses positions en Méditerranée où elle est toujours en mesure de conduire une politique très active en Italie, voire en Grèce, mais le pays n'en est pas moins confronté aux difficultés qui frappent à cette époque l'ensemble de l'Europe, à commencer par la terrible épidémie de peste noire qui s'abat sur le continent en 1348. Les difficultés sociales et économiques s'accumulent également et engendrent des troubles, dont la poussée antijudaïque de la fin du siècle. Le royaume se voit également entraîné dans les difficultés nées du Grand Schisme d'Occident.

1336-1341 : Rapports tendus entre Pierre et son oncle Jacques de Majorque, qui refuse de lui prêter l'hommage et finit par le faire sous une forme qui laisse Pierre insatisfait.

1341 : Appel à l'aide de Jacques III dans son conflit avec le royaume de France pour la seigneurie de Montpellier. Pierre le convoque à Barcelone. Jacques III refuse de s'y rendre. Soucieux de ne pas froisser ses alliés français, le roi d'Aragon estime que son vassal n'est plus en mesure de solliciter son assistance.

1344 : Réintégration du royaume de Majorque et du comté de Roussillon à la couronne comtale de Barcelone.

1348 : Première épidémie de peste noire en Catalogne et au royaume de Valence. Barcelone perd dix mille habitants, dont la quasi-totalité du conseil municipal.

1349 : Mariage entre Pierre IV d'Aragon et Eléonore de Sicile. Début de l'écriture de la Chronique de Pierre le Cérémonieux, la dernière des quatre grandes chroniques catalanes, l'un des meilleurs ouvrages historiques réalisés dans l'Europe médiévale. Elle couvre tout son règne et celui de son père. Son œuvre et celle de son ancêtre Jacques Ier, constituent les deux seules autobiographies connues de monarques médiévaux.

1349 : Montpellier est vendu au roi de France. Fondation de l'université de Perpignan.

1350 : Naissance de Jean, premier fils de Pierre IV d'Aragon et d'Eléonore de Sicile.

1350-1419 : Vie de saint Vincent Ferrier, prédicateur (auteur de plus de trois cents sermons), mystique et thaumaturge qui s'est déplacé dans toute l'Europe et a fait l'objet d'une intense dévotion au début du XIV^e siècle.

1352-1354 : Alliance des Catalans et de la république de Venise pour lutter contre Gênes aux batailles de Constantinople et de l'Alguer.

1354 : Pierre IV d'Aragon interdit à tout patron de navire de ses Etats d'appareiller sans être muni d'au moins deux cartes marines. Cela explique le développement d'ateliers cartographiques à Barcelone, à Valence et à Majorque.

1356 : « Guerre des Deux Pierre », entre Pierre IV d'Aragon et Pierre Ier de Castille « le Cruel ». Naissance de Martin, second fils de Pierre IV d'Aragon et Eléonore de Sicile.

XIV^e siècle : Construction de la cathédrale de Gérone.

1357 : Nicolas Eymerich nommé Inquisiteur général d'Aragon par le pape Innocent VI. Pierre IV a de fréquents conflits avec lui à cause de la virulence des positions qu'il prend contre « les hérétiques »

1358-1359 : Cortes de Barcelone, Vilafranca del Penedès et Cervera. Le roi Pierre IV, qui doit obtenir des fonds pour repousser une invasion castillane en Aragon et en pays valencien, accorde aux Cortes le droit de déléguer leurs fonctions entre chaque réunion à douze personnes (quatre ecclésiastiques, quatre nobles et quatre bourgeois) à titre permanent. Cette députation permanente reçoit des compétences fiscales comme la répartition des impôts et peut nommer des auditeurs des comptes qui contrôlent l'administration royale. La députation rassemble des membres de chaque « bras » et est présidée par un ecclésiastique. Le premier d'entre eux est Berenguer de Cruilles, évêque de Gérone.

1362 : Création de la « Généralité », députation du Général, dont les sept membres, deux ecclésiastiques, deux nobles et trois bourgeois, résident à Barcelone. Peu à peu, en plus de répartir les impôts, la Généralité contrôle les décisions du roi, qui doivent être conformes aux Constitutions catalanes. Quand les nouvelles Cortes se réunissent, elles vérifient les travaux de la Généralité précédente et des accords ou des désaccords sont prononcés. Quelques années plus tard, la Généralité est composée de trois députés élus pour trois ans, entre chaque session des Cortes. Elle prend saint Georges terrassant le dragon comme saint patron de la Catalogne.

1362 : Une terrible épidémie frappe les enfants.

1366 : L'infant Martin reçoit de son père le comté de Morella, créé spécialement pour lui autour de la cité de Morella.

1368 : L'infant Martin reçoit de son père le marquisat de Camarasa, dans la province de Lérida, le comté de Besalú, et le titre de sénéchal de Catalogne.

1369 : Mort de Pierre Ier de Castille. Henri de Trastamare devient roi de Castille.

1371 : Nouvelle peste.

1372 : Mariage de Martin et Maria López de Luna.

1373 : Tremblement de terre.

1374 : Famine et peste. La population catalane est réduite à 370 000 habitants.

1375 : Traité d'Almazán, conclu entre l'Aragon et la Castille, sans vainqueur ni vaincu, à cause de la peste et des catastrophes naturelles. Mariage d'Eléonore d'Aragon, fille de Pierre, avec le fils d'Henri de Trastamare, Jean Ier de Castille. Mort d'Eléonore de Sicile. C'est son fils Martin qui hérite des prétentions à la succession du royaume de Sicile.

1375 : Réalisation du premier atlas catalan par Abraham Cresques. Avance considérable de l'école catalane sur l'école pisane.

1375-1383 : Pierre le Cérémonieux réalise une chronique qui explique et justifie son action politique.

1378 : Naissance d'Alonso de Borja i Llançol, le futur pape Calixte III.

1379 : La jeune Marie de Sicile, enlevée à Catane, est conduite à Barcelone à la cour du roi.

1380 : Alors que le mariage de son fils avec Marie de Sicile est arrangé, Martin est nommé seigneur et régent de la Sicile.

1381 : Pierre IV reçoit le duché d'Athènes, auquel il donne les droits civiques dont jouit Barcelone, le municipe le plus autonome de l'empire catalan. L'organisation politique de cet empire s'est faite suivant une formule libérale, modérée et fortement centralisée, laissant à chaque territoire son autonomie interne et ses institutions, et réservant seulement au souverain le soin de sauvegarder l'ordre et la paix et de diriger les affaires d'intérêt général.

1387 : Mort de Pierre IV à Barcelone. Son règne fut le plus long de la dynastie catalane. Son fils Jean Ier lui succède. Il concède à son frère Martin le duché de Montblanc. Jean Ier bannit du royaume d'Aragon le Grand Inquisiteur catalan Nicolas Eymerich, pour ses excès dans la lutte contre les hérésies.

1390 : Mariage de Marie de Sicile et Martin « le Jeune ». Le royaume de Sicile étant aux mains d'une coalition de puissants barons, Marie de Sicile est conduite à Barcelone.

1392 : Une expédition aragonaise réinstalle le jeune couple royal sur le trône. Une partie de la noblesse sicilienne prend parti pour les prétendants Anjou au trône sicilien et se révolte contre les nouveaux monarques. A la tête d'une flotte, Martin « le Vieux » se rend en Sicile afin de réprimer l'insurrection.

1394 : Mort de l'infant Pierre, dernier fils de Jean Ier. C'est Martin « le Vieux », le frère du roi, qui devient l'héritier présomptif du trône.

1396 : Mort de Jean Ier à Foixà. Martin Ier, le dernier comte-roi réellement catalan, lui succède. Son règne est marqué par une grave crise économique en Catalogne, et par le Grand Schisme d'Occident. Le roi Martin Ier poursuit le traditionnel soutien aragonais du pape d'Avignon Benoît XIII, d'autant plus que ce dernier, né Pedro de Luna, est un cousin de la reine Maria.

1396 : Sac du ghetto de Gérone.

1397 : Nicolas Eymerich peut enfin regagner son monastère de Gérone, où il meurt en 1399.

1397-1459 : Vie d'Ausias March, le premier grand poète de la littérature catalane.

1398-1399 : Croisades en Afrique du Nord.

1400 : Expédition de Sardaigne.

1403 : Intervention militaire de Martin Ier en Avignon, pour soutenir Benoît XIII.

1407 : Martin Ier nomme lieutenant d'Aragon – office généralement réservé à l'héritier du trône – son beau-frère et cousin, le comte d'Urgell, Jacques II. Protestations des nobles aragonais. Opposition du pape Benoît XIII à Jacques II qui soutient son adversaire romain, Grégoire XII. Martin Ier renouvelle sa confiance à Jacques II et le nomme gouverneur général de tous les royaumes de la Couronne. Doté d'un pouvoir considérable et de la confiance absolue du roi, Jacques II échoue pourtant à calmer les révoltes nobiliaires.

1410 : Mort de Martin Ier sans héritier légitime, ce qui déclenche une guerre de succession entre les partisans de Jacques II, comte d'Urgell, le plus proche descendant du roi par les mâles, les partisans de Louis d'Anjou, petit-fils par sa mère du roi Jean Ier d'Aragon, et les partisans de la maison royale de Castille représentée par Ferdinand, le second fils de Jean Ier de Castille et d'Eléonore d'Aragon, fille de Pierre IV d'Aragon.

Quand Jean Ier (1387-1395) meurt sans enfant mâle, la couronne échoit à son frère Martin Ier, qui meurt à son tour en 1410 sans descendance légitime. Les représentants des trois Etats s'accordent pour laisser le choix du successeur à une commission de neuf membres réunis à Caspe. Les commissaires choisissent l'infant de Castille Ferdinand d'Antequera, petit-fils de Pierre III

d'Aragon. Le « compromis de Caspe », formulé le 28 juin 1412, installe donc en Catalogne une dynastie étrangère, celle des Trastamare qui règne sur la Castille depuis qu'Henri de Trastamare l'a emportée en 1369 sur Pierre le Cruel. La dynastie d'origine castillane ainsi installée à la tête du royaume d'Aragon rencontre quelques difficultés pour affirmer son autorité et sa légitimité après le règne d'Alphonse le Magnanime parce qu'elle se heurte à de vigoureuses résistances d'une partie de la noblesse locale, attachée à l'indépendance catalane, mais elle parvient cependant à s'imposer et, en 1469, le mariage de Ferdinand, fils de Jean II d'Aragon, avec Isabelle, la sœur du roi de Castille Henri IV, va préparer l'unité espagnole.

1412 : Compromis de Caspe. C'est Ferdinand qui devient roi d'Aragon, comte de Barcelone, de Besalú, de Pallars Jussà, de Roussillon, de Cerdagne et d'Empúries, roi de Valence, roi de Majorque, roi de Sardaigne et titulaire de Corse, et roi de Sicile, grâce à l'influence du pape Benoît XIII, désireux de se constituer une clientèle politique.

1413 : Révolte de Jacques d'Urgell, vaincu. C'est la fin des comtes-rois catalans, au profit des Castellans. Pendant trois siècles, les Catalans vont se rebeller à de nombreuses reprises pour défendre leurs droits face à un pouvoir castillan de plus en plus expansionniste, et chercher à échapper à l'effort militaire de l'empire espagnol. Ferdinand Ier est le premier roi de la dynastie de Trastamare dans la couronne d'Aragon. Il règne jusqu'à sa mort en 1416.

1416-1458 : Règne d'Alphonse IV, comte de Barcelone, de Besalú, de Pallars Jussà, d'Empúries, d'Urgell, de Roussillon et de Cerdagne, roi de Valence, de Sardaigne, de Majorque et de Sicile, et roi d'Aragon sous le nom d'Alphonse V. Crise sociale importante en Catalogne : Alphonse, désireux de se concilier les bonnes grâces d'un allié dans le rapport de forces permanent entre le roi et la noblesse dans la Couronne d'Aragon, autorise les remensas, paysans soumis aux traitements abusifs des seigneurs, à se constituer en syndicat, réduit leur servitude et entend limiter les mauvaises coutumes seigneuriales. La population catalane est constituée à 80 % de paysans dont l'activité – agriculture et élevage – forme la base de la richesse catalane. Leur condition est variable d'une terre à l'autre, plus favorable en Nouvelle Catalogne, où ils bénéficient de franchises, qu'en Vieille Catalogne, où le système de la remensa les rend extrêmement dépendants de leur seigneur. La Généralité de Catalogne oblige le roi à se rétracter. Parfaite illustration du souverain de la première Renaissance, Alphonse « le Magnanime » est surtout connu pour son implication dans les affaires italiennes. Roi héréditaire de Sicile, il est fasciné par la civilisation italienne ; il dispute la Sardaigne aux Génois, puis se lance à la conquête du royaume de Naples, où il triomphe de René d'Anjou en 1442. Il passe le reste de sa vie en Italie, laissant la direction de la couronne d'Aragon à son frère, l'infant Jean, qui reprend l'idée d'Alphonse et s'appuie de nouveau sur les paysans révoltés pour contrer les ambitions politiques de l'oligarchie urbaine et de la haute noblesse. Les états de « la confédération catalano-aragonaise » connaissent alors leur extension maximale. Les guerres continuelles d'Alphonse V épuisent l'économie catalane qui en était le principal support et la coupent de ses marchés d'Orient. Malgré la splendeur – éphémère – qu'elles apportent à la couronne, elles accentuent le processus de décadence.

1420 : Mariage de Jean d'Aragon et de Blanche, future reine de Navarre.

1421 : Naissance de Charles « de Viane », fils de Jean d'Aragon et de Blanche.

1425 : Jean d'Aragon devient roi consort de Navarre, lorsque son épouse Blanche accède au trône de ce royaume.

1431 : Naissance de Roderic Llançol i de Borja, le futur pape Alexandre VI.

1435 : Défaite navale catalane de Ponza contre les Génois.

1441 : Mort de Blanche de Navarre. Jean II prive leur fils Charles de Viane de la couronne qui devait pourtant lui échoir de plein droit. L'usurpation du trône déclenche la guerre civile de Navarre, entre les soutiens de Jean II et ceux de Charles de Viane.

1444 : Mariage de Jean d'Aragon avec Jeanne Enriquez.

1448-1492 : Vie de Jaume Huguet, le plus grand peintre catalan de son temps, influencé par l'art flamand et l'art italien.

1449 : Retable de la Transfiguration réalisé à la cathédrale de Barcelone par Bernat Martorell.

1450 : Création de l'université de Barcelone.

A partir de 1450 : Deux factions s'opposent pour le contrôle politique de Barcelone, la « Biga », parti des propriétaires rentiers et des riches marchands de textile importés, et la « Busca » qui regroupe les marchands et les artisans. L'enjeu de l'affrontement est avant tout économique : les buscaires cherchent à surmonter la crise économique par des mesures protectionnistes, la dévaluation monétaire et l'aide à la production, ce que combattent les bigaires. La Biga contrôle traditionnellement les institutions de la Catalogne et est attachée au pactisme, conception qui va traditionnellement à l'encontre de celle des rois d'Aragon, en particulier ceux de la dynastie des Trastamare. Pour faire face aux ambitions d'autonomie de la Généralité de Catalogne, Alphonse V puis Jean II, comme dans le cas des remensas, s'appuient sur les « rebelles » de la Busca.

1451 : Victoire contre les Turcs à la bataille navale de Damiette : liberté de navigation des bateaux catalans sur les côtes de l'Égypte. Bataille d'Aibar, où le prince Charles est défait et emprisonné.

1452 : Naissance de Ferdinand, fils de Jean d'Aragon et de Jeanne Enriquez.

1453 : Libération de Charles de Viane, qui cherche l'arbitrage d'Alphonse V dans le conflit qui l'oppose à son père Jean.

1458 : Mort d'Alphonse « le Magnanime » sans descendance légitime. La couronne d'Aragon et le royaume de Sicile passent à son frère Jean.

1460 : Tentative de réconciliation, à Barcelone, de Charles de Viane, favorable aux libertés de la Catalogne, avec son père Jean II d'Aragon. Mais Jeanne Enriquez attise les rancœurs du père contre le fils pour assurer l'héritage à son propre fils, Ferdinand. Arrestation et emprisonnement, sur l'ordre de Jean II, de Charles de Viane, qui bénéficie de l'appui des élites catalanes. Les Cortes, réunies à Lérida, élisent un conseil de la Principauté qui exige la libération immédiate de Charles et le rétablissement de ses droits d'héritier. Révolte des Remensas.

1461 : Concorde de Vilafranca. Jean II libère Charles et accepte l'interdiction de pénétrer en Catalogne sans autorisation de la Généralité. Mort à Barcelone de Charles de Viane. C'est l'élément déclencheur de la guerre civile. Reprise du conflit par la Busca, au pouvoir à Barcelone depuis 1453. Nouvelle révolte paysanne des Remensas. Jean II pénètre alors en Catalogne sans autorisation préalable.

1462-1472 : Guerre civile catalane. Opposition entre le roi Jean II d'Aragon et les institutions catalanes, la députation de la Généralité et le conseil de Cent, qui s'affrontent pour le pouvoir politique. Cette guerre civile est la conséquence du choc de deux conceptions du pouvoir. Les rois d'Aragon entendent substituer un pouvoir royal fort à la tradition du pactisme (gouvernement fondé sur des pactes entre les différentes composantes de la Couronne), tradition chère à l'oligarchie urbaine catalane : la haute bourgeoisie tente de s'opposer à l'évolution de la monarchie vers l'absolutisme importé de Castille par la dynastie des Trastamare. Déclin de la Catalogne.

1462 : La Généralité lève une armée pour mater la révolte paysanne et destituer le roi. Jean II obtient l'appui du roi de France Louis XI, à qui il emprunte une somme d'argent gagée sur la Cerdagne et le Roussillon, et de son gendre Gaston de Foix, avec la promesse d'hériter de la couronne de Navarre. Le Conseil de la principauté, pour sa part, mise sur la déroute des forces d'opposition intérieures, la Busca et les paysans. C'est un échec et le conseil propose le titre de prince de Catalogne au roi Henri IV de Castille, à condition qu'il s'engage à respecter les particularismes catalans. Henri IV accepte et ses troupes font lever le siège de Barcelone. Mais Jean II profite des dissensions de la noblesse castillane pour amener le roi de Castille à un accord, signé grâce à la médiation de Louis XI : Henri IV renonce à la principauté de Catalogne et, en contrepartie, gagne la ville d'Estella, tandis que Jean II renonce à l'ensemble de ses revenus castillans.

1464 : La Catalogne est offerte au connétable Pierre de Coimbra, petit-fils de Jacques II d'Urgell, qui s'allie à l'ennemi de Louis XI, le duc de Bourgogne Charles le Téméraire. Les trois autres royaumes de la Couronne d'Aragon (Aragon, Valence et Majorque) prennent parti pour le roi Jean II.

1465 : Les troupes de Jean II mettent en déroute celles de Pierre de Coimbra, qui parviennent

néanmoins à venir en aide, par mer, à Barcelone assiégée.

1466 : Mort de Pierre de Coimbra. La Catalogne est offerte à René d'Anjou, petit-fils de Jean Ier d'Aragon et adversaire d'Alphonse V. René d'Anjou confie le commandement des opérations à son fils Jean de Lorraine, nanti à l'occasion du titre de duc de Gérone.

1470 : Mort à Barcelone de Jean de Lorraine, après une série de victoires militaires. Mariage de Ferdinand d'Aragon avec Isabelle de Castille. Alliance politique entre les deux royaumes.

La montée sur le trône de Castille d'Isabelle en 1474 puis, cinq ans plus tard, l'accès à la couronne d'Aragon de Ferdinand consacrent l'union des deux Etats et permettent la réalisation de l'unité espagnole, complétée en 1492 par la prise de Grenade, qui marque la fin de la Reconquête. 1492 est également l'année qui voit le début de l'aventure américaine qui fait bientôt de l'Espagne une grande puissance impériale devenue, avec l'avènement de Charles, le petit-fils des Rois catholiques, la première de son temps. Désormais, les destinées de l'Aragon et de la Catalogne se confondent avec celles du royaume castillan, qui devient le centre de gravité incontesté de la péninsule ibérique.

1471 : Les troupes royales ont repris le contrôle de la majeure partie de la Catalogne et mettent le siège devant Barcelone.

1472 : Capitulation de Barcelone alors que Jean II accorde une amnistie générale. La capitulation de Pedralbes marque la fin du conflit, sans réel vaincu ni vainqueur. Le roi accepte les conditions des assiégés et prête à nouveau serment de fidélité aux constitutions, exigeant simplement l'annulation des dispositions de la Concorde de Vilafranca. Les mesures de clémence pacifient une région qui sort ruinée du conflit. La destruction du potentiel économique et humain par les guerres et les épidémies successives et le déclin de l'activité en Méditerranée ouvrent une période de faiblesse pour la Catalogne au profit de la Castille, vaste pays agraire et centralisé, plus riche et plus peuplé.

1474 : Isabelle monte sur le trône de Castille sans appeler Ferdinand, ulcéré.

1475 : Concorde de Ségovie. Elle précise les droits respectifs d'Isabelle de Castille et de Ferdinand d'Aragon. Isabelle octroie un droit absolu sur la Castille à son époux.

1475 : Nouvelle révolte des Remensas. Mais le monde paysan, qui fut instrumentalisé par Alphonse V et Jean II, a désormais perdu son utilité politique.

1479 : Mort de Jean II. L'essentiel des conséquences de la guerre civile est désormais l'affaire de son successeur, Ferdinand II. Son mariage avec Isabelle consacre, pour la première fois, l'union

des couronnes de Castille et d'Aragon, ainsi que l'arrivée au pouvoir des Rois catholiques, qui réunissent ainsi sous leur autorité presque toute l'Espagne. La Castille, dont Isabelle et Ferdinand sont tous deux originaires, et dont les institutions sont davantage soumises à la volonté royale, devient le centre de leurs Etats. Ferdinand gouverne par l'intermédiaire d'un vice-roi et du « Conseil d'Aragon ». Bien qu'il rabaisse le prestige des institutions catalanes, Ferdinand, en imposant des fonctionnaires castillans intègres, leur permet de survivre encore plusieurs siècles, en mettant fin à l'incurie, aux divisions et même à la corruption qui les affaiblissent.

1481 : Réorganisation du tribunal du Saint-Office de l'Inquisition. Ferdinand et Isabelle mènent une politique religieuse coercitive, certes motivée par une piété sincère, mais qui leur permet d'asseoir leur pouvoir (l'Inquisition relève de leur autorité et non de celle du pape) et remplit les caisses de l'Etat. En effet, l'Inquisition espagnole spolie les biens de tous ceux qu'elle emprisonne. Elle n'est abolie qu'en 1834.

1486 : Fin des révoltes des Remensas au terme d'une guerre de quatre ans entre les forces féodales et une armée paysanne organisée, avec ses chefs, Verntallat et Joan Sala. Les Remensas s'emparent du Vallès puis de Granollers aux portes de Barcelone, avant d'être finalement vaincus par des milices citadines. La sentence arbitrale de Guadalupe, signée dans le monastère royal de Santa María de Guadalupe, allège considérablement la servitude des Remensas, sans les libérer tout à fait du joug seigneurial. D'une grande portée économique et sociale, la sentence de Guadalupe explique surtout l'attachement que la paysannerie catalane ne cessera de témoigner ensuite envers les institutions propres à la Catalogne.

1490 : Publication posthume à Valence de *Tirant lo Blanc*, de Joanot Martorell (1413-1468), le premier grand roman de la littérature catalane

1492 : Expulsion des Juifs non convertis vers l'Empire ottoman. Affaiblissement du potentiel économique, culturel et humain de la Catalogne, où vivaient depuis des siècles beaucoup de Juifs. Conquête du royaume de Grenade, dernier bastion des Maures, au terme d'une guerre de dix ans. C'est la fin de la Reconquista. Isabelle et Ferdinand reçoivent le titre de « Rois catholiques » par le pape Alexandre VI. Ils préparent l'expansion espagnole vers le Nouveau Monde en soutenant les expéditions de Christophe Colomb. En fait, ce sont des capitaux prêtés par des sujets valenciens qui financent la première expédition de Christophe Colomb. Les chefs de la deuxième expédition sont tous catalans. Et Christophe Colomb lui-même serait issu d'une famille d'origine catalane. Découverte de l'Amérique : Barcelone, déjà coupée de ses marchés d'Orient du fait de la prise de Constantinople par les Turcs, se trouve exclue de ce fructueux négoce. Durant le siècle suivant, le port de Barcelone, ruiné, voit de surcroît la Méditerranée perdre son importance économique avec la conquête des Balkans par les Ottomans et, surtout, le développement du commerce transatlantique avec le Nouveau Monde. Enfin, les terres d'Amérique sont rattachées à la couronne de Castille.

1493 : Traité de Barcelone. Réintégration des comtés de Roussillon et de Cerdagne à la couronne comtale en échange de la non-participation de Ferdinand aux guerres d'Italie. Cela correspond aux vœux de la population lassée du régime d'occupation militaire.

1504 : Conquête du royaume de Naples. Mort d'Isabelle. Ferdinand devient le régent de la

couronne de Castille au nom de sa fille Jeanne, puis au nom de son petit-fils Charles de Gand, le futur Charles Quint, en 1506.

1516 : Mort de Ferdinand II. C'est son petit-fils, Charles Ier de Habsbourg, qui lui succède en tant que premier « roi des Espagnes », élu empereur du Saint Empire romain germanique en 1519 sous le nom de Charles Quint. Il est le monarque chrétien le plus puissant de la première moitié du XVIe siècle.

La Catalogne à l'époque moderne, XVIe-XVIIIe siècle

Pendant deux siècles, la dynastie habsbourgeoise règne sur l'Espagne – de Charles Ier, empereur germanique sous le nom de Charles-Quint au pauvre Charles II dont la succession déclenchera une guerre européenne qui durera treize ans. Durant cette période, la Catalogne se trouve souvent opposée à Madrid. C'est le cas quand le duc d'Olivarès entend exiger d'elle, à la faveur de la guerre franco-espagnole, des efforts militaires et fiscaux qui déclenchent une première tentative de sécession. Les Catalans vont ensuite se dresser contre Philippe V de Bourbon, le petit-fils de Louis XIV, pour être finalement vaincus en 1714. La chute de Barcelone survenue à cette date, a même pris la dimension d'un mythe fondateur pour le nationalisme catalan tel qu'il s'exprimera à l'époque contemporaine.

1516-1556 : Règne de Charles Ier de Habsbourg, qui inaugure la nouvelle dynastie autrichienne. Il reprend les luttes traditionnelles des Trastamare contre la France (rivalité avec François Ier notamment dans les guerres d'Italie) et contre les Turcs. Les Catalans, qui se tiennent à l'écart des grandes affaires hispaniques, participent au premier chef aux entreprises guerrières de Charles Quint, au point que les côtes catalanes sont saccagées par les corsaires turcs alliés au roi de France.

1516 : Adrien d'Utrecht, le futur pape Adrien VI, est nommé, par Charles, archevêque de Tortosa.

1518 : Arrivée de Charles à Barcelone, pour y être reçu comme comte de Barcelone. Alors qu'il suscite des mécontentements en Castille, il s'intéresse à la Catalogne qui, malgré une dépopulation chronique, un déclin économique et culturel sans précédent et un banditisme de grand chemin, demeure profondément attachée à ses institutions et à ses libertés.

1519 : Charles Quint, élu empereur germanique, quitte l'Espagne, où il laisse la régence à Adrien d'Utrecht.

1519-1523 : Soulèvement armé dans la région de Valence, les Germanías, du nom des milices locales dont la constitution est autorisée depuis un privilège accordé par Ferdinand le Catholique pour lutter contre les barbaresques.

1520 : Abandon de la ville de Valence par la noblesse à la suite d'une épidémie de peste : les milices prennent le pouvoir sous le commandement de Joan Llorenç et refusent la dissolution prononcée par Adrien d'Utrecht, lieutenant de Charles Quint. Les îles Baléares sont contaminées à leur tour par ce mouvement, vaincu par la force en 1523.

1525 : François Ier, fait prisonnier à la bataille de Pavie, est reçu à Barcelone, avant d'être détenu à Madrid.

1535 : Conquête de Tunis par la flotte impériale, qui part de Barcelone et à l'intérieur de laquelle les Catalans occupent une place importante.

1556 : Abdication de Charles au profit de son fils Philippe.

1556-1598 : Règne de Philippe II d'Espagne.

1559 : Arrivée de Philippe II en Espagne, où il demeure jusqu'à sa mort. La défense de la foi catholique est la véritable clef de voûte de sa politique. Prince de la Contre-Réforme, il presse l'Eglise espagnole de mettre en application les réformes du concile de Trente. Il hérite également du rêve impérial et espagnol de croisade, et il promeut une politique offensive en Méditerranée vis-à-vis des Turcs et des barbaresques. C'est à cette fin qu'il forge, avec Venise et Rome, une Sainte Ligue, qui sortira victorieuse de la bataille de Lépante en 1571.

1568 : Grandes révoltes des Morisques contre la loi leur interdisant l'usage de leur culture et de leur langue. Descendants des Maures établis en Espagne, les Morisques constituent le tiers de la population de Valence et comptent des colonies sur les bords de l'Ebre et du Sègre. Bien qu'aidés par les Ottomans, ils sont obligés de se réfugier dans les montagnes des Alpujarras. Ce soulèvement, maté en 1571, sera suivi de leur expulsion, réalisée de 1609 à 1614.

1571 : Victoire navale de Lépante : coup d'arrêt à la progression turque en Méditerranée. Les Catalans sont massivement de cette expédition conjointe des navires espagnols, vénitiens et pontificaux, qui rencontrent les vaisseaux turcs dans le golfe de Corinthe, et dont le chef opérationnel, à côté du jeune prince Don Juan d'Autriche, est le Catalan Lluís de Requesens. Cette victoire a un grand retentissement en Catalogne. Dans la cathédrale de Barcelone, on vénère encore le crucifix –Sant Crist de Lepant – que portait le navire amiral.

1598 : Mort de Philippe II. Son fils Philippe III de Habsbourg lui succède.

1598-1621 : Règne de Philippe III. Crise économique, due à l'épuisement des métaux précieux en provenance d'Amérique et aux guerres coûteuses. Philippe III inaugure la pratique du favori qui gouverne à la place du roi, le valido, qui étudie les affaires et propose des solutions au roi qui les

entérine.

1610 : Expulsion des Morisques. 120 000 Morisques doivent quitter Valence et 3 666 la Catalogne. Ils avaient toujours été protégés par les autorités locales qui avaient réussi à empêcher leur expulsion par les Rois catholiques. Mais ils étaient haïs par la population : les artisans valenciens révoltés contre la noblesse et la haute bourgeoisie les obligèrent même au baptême.

Fin du XVIe siècle-début du XVIIe siècle : Le sentiment identitaire catalan perd de sa force, et même l'usage de la langue, en particulier écrite, qui régresse. Entre 1500 et 1850 aucun poète, penseur, romancier ou prosateur n'a produit d'œuvre comparable à celles d'un Raymond Lulle ou d'un Joanot Martorell. L'union au sein de l'Espagne formée par les Rois catholiques a fait que le castillan s'est imposé comme langue de communication et de culture. Le catalan a toujours continué d'être parlé pendant ces trois siècles par l'ensemble du peuple, mais la littérature s'est développée en espagnol.

1621-1665 : Règne de Philippe IV. Il laisse gouverner son favori, le comte d'Olivares, qui s'en prend aux privilèges du royaume d'Aragon et provoque un sursaut de l'identité catalane.

1618-1648 : Guerre de Trente Ans au cours de laquelle l'Espagne est engagée contre la France à partir de 1635 et, au-delà, jusqu'en 1659.

1625 : Olivares tente d'imposer l'union des royaumes de la péninsule, par « l'union des Armes » : chaque territoire doit participer à l'entretien d'une armée commune à hauteur du nombre de ses habitants.

1626 : Refus de la Catalogne de collaborer à l'union des Armes. La guerre de Trente Ans accroît les tensions entre la Généralité de Catalogne et le gouvernement central.

1640 : Le château fort de Salses, qui commande au nord la plaine de Roussillon, est livré par trahison aux Français. Aussitôt, les Catalans lèvent une armée de 30 000 hommes et reconquièrent la place. A la suite de cette victoire et de la retraite française, les autorités catalanes demandent le départ des troupes qui, depuis de nombreuses années, stationnent en Catalogne, pillant les récoltes et se livrant à toutes sortes de saccages et d'abus. Devant le refus d'Olivares qui emprisonne les chefs de la Généralité, la population se révolte en maint endroit.

7 juin 1640 : Fête-Dieu. Révolte des Faucheurs, « Segadors ». A Barcelone, les paysans affluent en masse, comme chaque année, pour offrir leurs bras à la moisson. Emeute, aux cris de « Vive la terre, Mort aux traîtres ! ». L'arsenal est assiégé, le vice-roi est tué. Le chant de guerre est à l'origine de l'hymne national catalan, Els segadors : « Bon coup de faux, bon coup de faux, Défenseurs de la Terre ! Comme nous faisons tomber les épis d'or, quand il convient, fauchons nos chaînes ! » Les tensions s'intensifient : les forces espagnoles se concentrent dans l'intention d'envahir la Catalogne.

Septembre 1640 : Contre la tentative évidente de mettre fin aux libertés catalanes et devant la menace de révolte populaire, la Généralité de Catalogne proclame la République catalane.

Ne pouvant rester neutre dans le conflit européen, elle cherche l'appui du roi de France.

Janvier 1641 : Le président de la Généralité de Catalogne, Pau Claris, proclame Louis XIII « comte de Barcelone, de Roussillon et de Cerdagne » et souverain de Catalogne, après que le roi de France a juré fidélité aux constitutions catalanes : « Sa Majesté promet qu'elle ne séparera pas de la couronne royale de France le principat de Catalogne et les comtés de Roussillon et Cerdagne. »

26 janvier 1641 : Bataille de Montjuïc. Une armée franco-catalane défend Barcelone avec succès contre l'armée de Philippe IV, dirigée par le marquis de los Vélez. Les troupes espagnoles sont chassées de la Catalogne, devenue française.

1641 : Combats aux environs de Tarragone, blocus de la cité par les Français qui prennent également les forts de Salou et de Constantí. Au prix de deux combats navals, la flotte espagnole force le blocus puis met en déroute la flotte française.

1642 : Défaite de Philippe IV à Lérida.

1643 : A la mort de Louis XIII, c'est son fils Louis XIV qui est « comte de Barcelone, de Roussillon et de Cerdagne ». Philippe IV revient du front de Catalogne. Bannissement d'Olivares. Les projets d'union sont en grande partie abandonnés, l'Espagne continuant à être dirigée comme un ensemble de royaumes distincts. L'autonomie de chaque territoire est ainsi réaffirmée et renforcée, s'appuyant sur le retour aux coutumes et aux lois de chaque territoire. Reconquête de la Catalogne.

1644 : Philippe IV récupère Monzón et Lérida, où il jure obéissance aux lois catalanes.

1648 : Traités de Westphalie. Face au mécontentement croissant de la population catalane contre l'occupation française peu respectueuse des libertés catalanes, Philippe IV se montre prêt à garantir les droits des Catalans.

1651 : Siège de Barcelone, décimée par la faim et la peste, par une armée dirigée par Juan José d'Autriche, fils illégitime de Philippe IV, reconnu par son père. Capitulation de Barcelone, abandonnée par les Français, en échange de l'amnistie et du maintien de ses droits.

1652 : Reddition de l'armée française. Philippe IV retrouve son titre de « comte de Barcelone ». Fin de la guerre de Catalogne.

1653 : Le principat de Catalogne garde sa constitution et ses privilèges.

1658 : Bataille des Dunes. Victoire française.

1659 : Le traité des Pyrénées, conclu entre Louis XIV et Philippe IV, entérine définitivement la partition de la Catalogne. Les comtés catalans du Roussillon, du Vallespir, du Conflent et la moitié nord de la Cerdagne rejoignent le royaume de France. La France atteint alors la limite méridionale de la Gaule romaine tandis que la Catalogne voit son berceau pyrénéen coupé en deux. Louis XIV va abolir les institutions propres des terres catalanes du Nord et, après cinquante années d'occupation militaire, y imposer une politique d'assimilation. Philippe IV, après avoir signé l'obéissance aux lois catalanes, est reconnu comme souverain des terres catalanes du Sud et Juan José d'Autriche comme vice-roi en Catalogne.

1665-1700 : Règne de Charles II, sous la régence de sa mère, Marie-Anne d'Autriche, et de son conseiller, le jésuite Johann Eberhard Nithard. La Catalogne est entraînée dans tous les conflits européens entre la France et l'Espagne, qui reprennent dès 1667.

1669 : Juan José d'Autriche prend la tête d'un soulèvement en Aragon et en Catalogne, et obtient le renvoi de Nithard. Il est nommé vice-roi d'Aragon.

1674 : Les troupes espagnoles envahissent le Roussillon et, aidées des partisans locaux, les « angelets », elles infligent une sévère défaite aux troupes du maréchal de Noailles.

1675 : Les soldats français pénètrent dans le principat de Catalogne.

1677 : Début du règne personnel de Charles II. Juan José d'Autriche, en tant que valido, gouverne. Mais il doit faire face aux mauvaises récoltes, à la disette et à la peste, ce qui lui fait perdre l'appui du peuple.

1679 : Mort de Juan José d'Autriche.

1680 : Charles II, incapable de gouverner seul, fait appel au duc de Medinaceli. La crise financière et la déflation qui mine l'économie espagnole acculent la monarchie à la banqueroute et le favori du roi à la démission.

1684 : Siègne de Gérone par le duc de Noailles. Sans succès.

1689 : La Catalogne est à nouveau envahie par les troupes françaises du duc de Noailles, qui apportent leur soutien à une révolte contre Charles II commencée en 1687. Prise de Camprodon.

1691 : Invasion française de la Catalogne. Barcelone est bombardée.

1693 : Prise de Rosas par le duc de Noailles.

1694 : Bataille de la rivière Ter. Victoire des troupes françaises du duc de Noailles sur les Espagnols du duc d'Ascalona, vice-roi de Catalogne. Prise de Palamós et Gérone. Barcelone est menacée. Charles II nomme le marquis de Gastañaga gouverneur-général de Catalogne.

1695 : Retournement de situation. En Catalogne, les troupes de Louis XIV ne tiennent leurs positions qu'avec difficulté.

1697 : Traité de paix de Ryswick. Mais les combats continuent en Catalogne : les forces françaises menées par le duc de Vendôme s'emparent de Barcelone. Louis XIV se proclame à nouveau comte de Barcelone. Mais la question de la succession au trône d'Espagne de Charles II, malade et affaibli, sans enfant, se pose de plus en plus, notamment entre l'Autriche et la France. Pour faciliter la tâche du parti profrançais de Madrid, Louis XIV évacue la Catalogne.

1699 : Suite aux concessions faites à l'Espagne par Louis XIV au traité de Ryswick, Charles II choisit comme héritier le duc Philippe d'Anjou, petit-fils de Louis XIV. C'est un choix politique, en réaction aux menaces de démembrement de son empire. En effet, souhaitant qu'un seul héritier conserve l'ensemble des territoires espagnols, Charles II juge Louis XIV le plus capable de défendre les Etats de son petit-fils. En Catalogne, l'opinion publique s'était faite chaque jour plus favorable à la maison d'Autriche, parce que, depuis le traité des Pyrénées, ses descendants, Philippe IV et Charles II, s'étaient montrés plus respectueux des constitutions catalanes, mais surtout parce que la France avait plusieurs fois fait figure d'occupant et que la manière centraliste et despotique de Louis XIV y était redoutée.

1700 : Mort de Charles II, dernier roi d'Espagne de la dynastie des Habsbourg. Philippe V lui succède. C'est le premier roi d'Espagne de la dynastie des Bourbons, encore sur le trône aujourd'hui. Guerre de Succession d'Espagne.

1701 : Mariage entre Philippe de Bourbon et Marie-Louise de Savoie à Figueres.

1701-1702 : A peine arrivé en Espagne, Philippe V nomme un vice-roi de Catalogne. Mais comme le nouveau roi n'a pas encore prêté le serment constitutionnel catalan, les autorités lui font savoir qu'elles ne peuvent pas accepter cette nomination. L'ambassade accourue à Madrid pour s'en expliquer se retrouve rapidement sous les verrous et les Catalans sommés de recevoir le nouveau vice-roi « car telle est notre volonté », selon les mots de Philippe V, qui attise ainsi le sentiment anti-bourbonien qui anime les Catalans.

1703-1704 : Charles d'Autriche est proclamé roi d'Espagne à Vienne. Rapidement s'organise, en Catalogne, le parti proautrichien. Secrètement, un groupe de nobles catalans conclut un pacte avec les représentants de la reine d'Angleterre : ils garantissent l'entrée en guerre de la Catalogne contre la livraison d'armes, le débarquement de troupes et la promesse que les libertés catalanes seraient fermement défendues même en cas de défaite.

1705 : Succès du débarquement : les Austro-Anglais installent Charles d'Autriche à Barcelone et obligent les Franco-Espagnols à la retraite.

1705-1714 : Charles d'Autriche, reconnu roi par la Catalogne et Valence, ne peut réussir à s'imposer définitivement face à Philippe V.

1707 : Bataille d'Almansa. Victoire de l'armée franco-castillane de Philippe V. Charles d'Autriche reste seulement maître de la Catalogne. Naissance de Louis, le fils aîné de Philippe V.

1711 : A la mort de Joseph Ier d'Autriche, Charles est à la tête de l'empire. Son accession au trône d'Espagne signifie alors la reconstitution de l'empire de Charles Quint, ce que les Anglo-Hollandais ne souhaitent pas davantage que Louis XIV. Aussi abandonnent-ils Charles III et les Catalans.

1713 : Naissance de Ferdinand. Philippe V instaure, par la Pragmatique Sanction, la loi salique en Espagne, en opposition à la tradition espagnole qui permettait qu'une fille de roi devienne reine.

1713 : Traité d'Utrecht entre la France et la Grande-Bretagne, puis entre la Grande-Bretagne et l'Espagne de Philippe V. Séparation définitive des deux couronnes, de France et d'Espagne. Les troupes de Charles sont évacuées de la Catalogne sur des navires britanniques. Le sort de la Catalogne est scellé. Les Anglais manquent à leur parole. A Barcelone, les Cortes se réunissent en Junta de braços (sans la présence du roi) et décident de s'opposer par les armes. Victoires des troupes de Philippe V. Les places catalanes tombent les unes après les autres. Une escadre française bloque le port de Barcelone, assiégée pendant treize mois. La mobilisation de toute la population de Barcelone provoque l'admiration au point que le général ennemi, le duc de Berwick, écrit à Louis XIV : « Les ennemis se défendent comme des désespérés et peut-être mieux que ne le feraient des troupes régulières. On n'a jamais vu plus grande obstination que celle de la garnison de Barcelone et de ses habitants. »

11 septembre 1714 : Barcelone est prise par Philippe V de Bourbon. Placée sous la haute surveillance d'une forte garnison et des remparts de la citadelle, forteresse alors construite contre la cité, Barcelone se voit imposer la fin de ses antiques libertés. La chute de Barcelone allait imprégner les mémoires. Chaque année, la commémoration du 11 septembre, déclaré fête nationale de la Catalogne depuis 1980, est l'occasion d'émouvants pèlerinages au fossar de les moreras, tranchée où tombèrent des milliers de combattants, près du port et devant la statue de Rafael Casanovas, conseiller en chef du conseil de Cent, blessé sur les murailles de la ville alors qu'il arborait l'étendard de la cité.

Alors que l'avènement des Bourbons s'opère dans des conditions difficiles, l'Espagne et la Catalogne avec elle vont bientôt connaître les bienfaits garantis par un gouvernement éclairé. La centralisation administrative, le rétablissement des finances, la restauration de la flotte, le développement des manufactures, la mise en œuvre de grands travaux, tout comme la création de nombreuses universités se révèlent bénéfiques pour le pays. La Catalogne profite tout particulièrement des réformes engagées, mais, à Barcelone, la méfiance persiste vis-à-vis de Madrid.

Décembre 1714 : Mariage de Philippe V avec Elisabeth Farnese.

1716 : Décret de la nueva planta, nouvelle base. Abolition des fors catalans, institutions propres à la région, au profit d'un modèle juridique, politique et administratif commun à toutes les provinces d'Espagne. Philippe V réalise ainsi, pour la première fois dans son histoire, l'unité de l'Espagne. Le pouvoir suprême est confié à un capitaine général, autorité à la fois civile et militaire, qui gouverne selon les lois de Castille, assisté d'un conseil dont les membres sont également nommés par le roi. Les milices des Sometents sont dissoutes. Le régime municipal et les lois fiscales sont profondément modifiés. De l'ancien droit catalan, seules subsistent les lois civiles. Dissolution des universités, qui se sont opposées au roi Bourbon. Création d'une nouvelle université à Cervera, petite bourgade catalane qui fut fidèle à Philippe V. La langue catalane est désormais interdite dans les actes officiels et judiciaires, et l'on recommande de la faire disparaître de l'enseignement.

1716-1746 : Philippe V est confronté à la situation économique et financière d'un Etat ruiné. Il se refuse à établir de nouveaux impôts, afin de rendre la charge fiscale plus équitable. Il lutte contre la corruption. Du point de vue de l'économie, il prend une position mercantiliste dans tous les domaines : il favorise l'agriculture et interdit l'exportation des grains, il réorganise le commerce colonial en créant des compagnies de commerce dotées de privilèges, sur les modèles anglais et néerlandais, il interdit l'importation de produits textiles et crée des manufactures royales. En suivant le modèle français, il réorganise l'armée, et il développe les arts et la culture, moyens d'affirmer la grandeur royale.

1724 : Intermède de Louis Ier. Abdication, par décret, de Philippe V en faveur de son fils Louis Ier. Les motifs de cette abdication demeurent obscurs, et Louis Ier étant trop jeune et insouciant, Philippe V continue à s'occuper du gouvernement. Louis Ier ne règne que sept mois. A sa mort, Philippe V redevient roi, malgré les droits de son deuxième fils, Ferdinand, qui est alors prince des Asturies.

1737 : Apparition des premières fabriques d'indiennes, nées de l'interdiction d'importer les cotonnades asiatiques.

1746 : Mort de Philippe V. Son fils Ferdinand VI lui succède.

1746-1759 : Règne de Ferdinand VI. Réformes financières et militaires. Les caisses de l'Etat sont pleines. Ferdinand VI ranime le commerce, établit des manufactures, fait creuser des canaux, rétablit la marine et favorise les études, en créant plusieurs universités et en fondant l'Académie royale des Beaux-Arts de San Fernando.

1753 : Aménagement, à Barcelone, du quartier de la Barceloneta. Essor du tissage du coton. La ville se développe. Les murailles détruites laissent place aux Ramblas.

1758 : Création, à Barcelone, de la « Junte de commerce », qui s'installe dans les locaux de l'ancienne « Loge de Mer » et développe une intense activité. Comme une véritable chambre de commerce polyvalente, la junte représente les marchands auprès des autorités, réglemente les productions, inspecte les fabriques, forme les contremaîtres, importe les nouvelles techniques. Foyer de multiples initiatives, c'est à travers elle que s'est continuée, dans le domaine économique, la tradition parlementaire des Catalans.

1759 : Mort de Ferdinand sans descendance. C'est son demi-frère Charles, fils de Philippe V et d'Elisabeth Farnese, roi de Naples et de Sicile, qui lui succède sur le trône d'Espagne sous le nom de Charles III.

1765 : Autorisation du commerce direct entre la Catalogne et les Antilles.

1766 : Révolte contre le marquis d'Esquilache, qui gouverne avec Charles. La révolte se généralise, dans toute l'Espagne, contre la politique de réforme et les ministres étrangers du gouvernement. Barcelone en est un bastion important. Les révoltés exigent la baisse des prix des aliments, le renvoi des ministres étrangers et le pardon général. Charles III cède et, s'appuyant sur des réformistes espagnols, il remplace Esquilache par le comte d'Aranda, Pedro Rodriguez Campomanes, qui démontre au roi que les meneurs de la révolte sont les jésuites.

1767 : Les jésuites sont expulsés d'Espagne et toutes leurs possessions confisquées. Elles servent à créer de nouveaux centres d'enseignement et des résidences universitaires. L'enseignement dans les universités du royaume est réorganisé, la philosophie des Lumières est mise au programme tandis que les heures de théologie et de droit sont réduites au profit des disciplines scientifiques. Des écoles professionnelles sont créées afin de former des artisans ainsi que des académies artistiques. Modernisation du pays. Les revenus des jésuites sont destinés à la création d'hospices et d'hôpitaux. Le système juridique est également modernisé : la torture est abolie, l'usage de la

peine de mort est limité, et le pouvoir de l'Inquisition est extrêmement réduit.

1772 : Le roi unifie les monnaies dans le royaume, afin d'améliorer l'efficacité de l'économie.

1778 : Autorisation du commerce direct entre la Catalogne et toutes les Amériques. Réduction des taxes de douane. La Catalogne renoue alors avec sa tradition maritime et se reconstitue une flotte marchande importante : de nombreux bateaux sont construits, et le volume des exportations espagnoles – et d'abord catalanes – vers l'Amérique quadruple en dix ans. Les bénéfices accumulés sont réinvestis dans une jeune industrie, surtout textile, qui bouscule la vieille organisation corporative. Les exportations de laine brute sont fortement réduites au profit des tissus travaillés. Industrialisation rapide de la Catalogne. La croissance catalane se mesure par la hausse des prix et des salaires, qui se situent au plus haut niveau de la péninsule, même si le prolétariat naissant ne partage pas cette nouvelle prospérité.

1782 : Création de la banque San Carlos.

1788 : Mort de Charles III, despote éclairé à l'origine de l'idée de l'Espagne comme nation. Son fils Charles IV lui succède. A la veille de la Révolution française, la société catalane diffère grandement de la société française. L'influence de l'Eglise est considérable en Catalogne. Le clergé, qui possède le quart des terres cultivables, est le premier des seigneurs féodaux. Ses membres, souvent d'origine modeste, sont proches du peuple. La ferveur religieuse des Catalans ne s'oppose pas à l'évolution sociale.

Le réveil de l'identité catalane

La révolution que connaît la France à partir de 1789 ouvre en Catalogne une époque nouvelle, marquée par l'arrivée de nombreux émigrés puis, à partir de 1793, par la guerre qui oppose la République française à l'Espagne, jusqu'au traité de Bâle de 1795. Le pays catalan va être, pendant la guerre d'indépendance entamée en 1808 contre les troupes napoléoniennes, à la pointe de la résistance nationale, même si la contre-guérilla mise en œuvre par le maréchal Suchet obtient quelques résultats dans la région. Comme pour l'ensemble de l'Espagne, cette séquence révolutionnaire et napoléonienne va se révéler extrêmement déstabilisatrice.

1788-1808 : Règne de Charles IV. En Catalogne, la Révolution française est perçue à travers l'arrivée des émigrés.

1791 : L'archevêque d'Auch, accompagné d'autres prélats, traverse les Pyrénées au val d'Aran. Il se rend à Montserrat à la tête d'une caravane d'une quarantaine de mules. Au passage, les populations catalanes se précipitent, les cloches sonnent. Les ermitages du monastère se remplissent de Français réfugiés. Les émigrés de toute condition affluent et sont répartis dans tout le pays. Ils s'installent professionnellement et s'intègrent socialement. Ils racontent les

événements qui secouent la France. La sensibilité catalane est profondément heurtée.

1792 : Manuel Godoy, proche de la reine Marie-Louise, devient ministre universel de Charles IV avec pouvoir absolu.

21 janvier 1793 : Exécution de Louis XVI, cousin de Charles IV. Indignation générale en Catalogne et dans toute l'Europe. Guerre des puissances européennes contre la France révolutionnaire.

1793-1795 : Guerre du Roussillon et de Catalogne (« Guerra gran »), déclarée par la Convention montagnarde à l'Espagne. A Barcelone, on décide de former et d'équiper 800 volontaires. Le même mouvement spontané de constitution de milices se produit dans plusieurs villes. Grâce à la contribution de nombreux Catalans du Nord, le Capitaine général de l'armée espagnole Ricardos contrôle le Vallespir, le Conflent et la Cerdagne. Alors, le conventionnel catalan Cassanyes rentre précipitamment de Paris pour organiser la résistance. Victoire des conventionnels, dont le général Dugommier, persuadé de convaincre les Catalans de rejoindre le camp révolutionnaire. La Déclaration des droits de l'homme est imprimée sur de nombreux tracts en espagnol et en catalan. Le comité de Salut public projette de faire de la Catalogne une république sœur, désarmée. Mais devant les faits, destruction des fonderies, vol des récoltes par les troupes révolutionnaires, pillage des églises, les Catalans résistent : les « miquelets », groupes de francs-tireurs volontaires, appuient l'armée régulière. Et même, devant la nécessité, Ricardos ressuscite l'ancien Sometent : tous les hommes valides sont requis pour prêter main forte à l'armée, dont le moral et la motivation sont au plus bas. Lorsque Figueres est libérée, les Catalans retrouvent leur goût pour l'autonomie. A l'initiative de la municipalité de Manrèse, cinquante-cinq délégués des communes, réunis en assemblée autour de Ricardos, votent la formation d'un corps de volontaires et d'un fonds de soutien financé par une contribution générale. Malgré le défaitisme de Madrid qui ne songe plus qu'à négocier, les Catalans mobilisés reprennent la Cerdagne.

1795 : Paix de Bâle. La République française rend à l'Espagne les places occupées en échange de l'île d'Hispaniola, ce qui vaut à Manuel Godoy le titre de « prince de la paix ».

1796 : Traité de San Ildefonso. L'Espagne devient l'alliée de la France. Ce changement de cap entraîne la rupture avec la Grande-Bretagne, en rivalité avec l'Espagne. Non seulement le marché britannique est perdu, mais, surtout, les navires marchands espagnols sont la cible des corsaires anglais qui gênent considérablement le commerce avec les Amériques. Alors que la guerre avait dopé l'économie en éliminant la concurrence française, la paix apporte avec elle un chômage massif. Les mendiants peuplent Barcelone. L'hostilité idéologique à la France, en Catalogne, se double d'un antagonisme économique.

1799 : Arrivée au pouvoir de Napoléon. Dans sa lutte contre les Anglais, il a besoin de la collaboration de l'Espagne et, surtout, de sa flotte.

1801 : Convention d'Aranjue. Manuel Godoy met l'escadre espagnole à la disposition de Napoléon, ce qui entraîne de nouveau la guerre contre la Grande-Bretagne.

1805 : Défaite franco-espagnole à Trafalgar. Face à l'hégémonie anglaise, Napoléon recourt au blocus continental, dans lequel il implique l'Espagne.

1807 : Traité de Fontainebleau. Partage du Portugal entre la France et l'Espagne. Godoy autorise les troupes françaises d'occupation à passer par l'Espagne et à y stationner. Crise économique de plus en plus importante. Opposition à Godoy grandissante, surtout à cause de sa soumission à Napoléon, matérialisée, sur le territoire espagnol, par la présence des troupes françaises, notamment à Barcelone et à Figueres. Conjuration de l'Escorial, menée par Ferdinand, qui voulait la destitution de Godoy et la déposition du roi, son père. Echec.

1808 : Soulèvement populaire d'Aranjuez. Arrestation de Godoy et abdication de Charles IV en faveur de son fils, Ferdinand VII « le Désiré », choisi par le peuple. Napoléon, inquiet de ce changement, convoque la famille royale espagnole à Bayonne. Ferdinand, sous la double pression impériale et paternelle, rend la couronne à Charles IV, sans savoir que ce dernier vient d'accepter la cession de ses droits en faveur de Napoléon, qui désigne comme roi d'Espagne son frère Joseph Bonaparte, jamais reconnu par le peuple espagnol ni par les Cortes. Installation, à Barcelone, du général Duhesme, qui se rend maître de Montjuïc et de la citadelle, les deux forteresses dont la fonction était de surveiller la cité. De là, il prend le contrôle effectif de la Catalogne, après avoir destitué le capitaine général Ezpeleta, et assume tous les pouvoirs.

1808-1814 : Pour la première fois dans l'Histoire, le titre de comte de Barcelone est vacant. Guerre d'Indépendance. Insurrection catalane. Victoire sur les troupes napoléoniennes au Bruc, près de Montserrat. A Lérida, une junte patriotique prend le pouvoir au nom de Ferdinand VII. Elle élit un nouveau capitaine général et dirige la Catalogne, du moins les territoires qui échappent au contrôle français. Après le régime d'occupation militaire imposé par Duhesme puis par Gouvion-Saint-Cyr, le maréchal Augereau adopte le catalan comme langue officielle et tente de mettre en place une nouvelle administration autonome. Opposition massive aux occupants et aux quelques « afrancesats » qui collaborent avec eux. Destitution d'Augereau. Francisation du régime : en 1812, la Catalogne est divisée en quatre départements et annexée à l'Empire. Résistance catalane acharnée. C'est au prix de sièges longs et difficiles que les troupes napoléoniennes s'emparent de Gérone, de Lérida et de Tarragone, obligeant la junte patriotique à se réfugier successivement à Poblet, à Montserrat, puis à Berga dans les montagnes.

1811 : Prise de Montserrat par les troupes napoléoniennes du maréchal Suchet, qui pillent et incendient le monastère, en dehors de toute nécessité militaire.

1812 : Proclamation, à Cadix, d'une nouvelle constitution libérale, celle d'une monarchie parlementaire modérée, qui s'appuie financièrement sur la mise en vente des biens du clergé, source de dissensions internes. Mise en place d'institutions provisoires par Luís Lacy, gouverneur militaire espagnol. Dissolution de la junte patriotique.

11 décembre 1813 : Traité de Valençay. Première Restauration. Ferdinand VII est rétabli sur le

trône d'Espagne par Napoléon, alors que ses parents, Charles et Marie-Louise, sont exilés à Rome, où ils meurent en 1819. Evacuation, par les troupes de Suchet, de la Catalogne, où les derniers bastions français sont Barcelone et Figueres. L'Espagne est exsangue et en proie à ses contradictions internes.

Le XIXe siècle catalan est celui de profondes transformations qui font écho à celles que connaît alors l'ensemble de l'Europe.

D'abord la révolution démographique : la Catalogne passera de 900 000 habitants à 2 millions, et Barcelone, avec 500 000 habitants, dépassera Madrid à la fin du siècle ; de nombreux paysans venus des campagnes, de l'Aragon et du pays valencien, se rassemblent dans les villes et sur le littoral où se forme une population nouvelle caractérisée par un genre de vie et des mentalités différentes.

Transformations économiques également : la Catalogne, à l'avant-garde des régions espagnoles, développe alors – autour d'une industrie légère de main-d'œuvre florissante, d'abord le textile – un véritable pôle industriel. En 1900, dans le seul secteur du coton, 38 000 métiers mécaniques sont en activité, essentiellement à Barcelone, Tarrassa et Sabadell. Privés du marché colonial par l'indépendance des Amériques, les Catalans se rabattent sur celui de l'Espagne intérieure en défendant farouchement le protectionnisme : le commis-voyageur catalan devient une figure-type de la société espagnole. L'essor économique de la Catalogne au XIXe siècle attire de nombreux immigrants du reste du pays, en particulier andalous, qui se « catalanisent », ce qui explique aussi la poussée démographique. Le développement économique entraîne le renouveau culturel de la Catalogne et l'affirmation des revendications linguistiques et nationalistes.

Transformations sociales enfin : à la fin du siècle, contrairement au reste de l'Espagne, une véritable société moderne sera née en Catalogne, mêlant une paysannerie relativement prospère, une classe ouvrière qui donnera sa geste mythique au mouvement anarchiste, et une bourgeoisie dynamique composée, autour de quelques industriels, de petits entrepreneurs, de commerçants, d'artisans et d'intellectuels.

1814 : Ferdinand VII (Ferdinand IV, pour son titre de comte de Barcelone) rétablit l'absolutisme.

1820 : Coup d'Etat du général Riego qui impose un gouvernement libéral, la constitution de 1812, l'abolition de l'Inquisition, la liberté de la presse, la vente des biens du clergé, la suppression du monopole des corporations... La Catalogne, de sensibilité traditionaliste, ne se reconnaît pas dans cette insurrection d'inspiration libérale.

1822 : La petite ville catalane de la Seu d'Urgel tombe aux mains de royalistes conservateurs qui instaurent une éphémère régence. Mouvement vite réduit par l'armée. Mais l'insécurité s'installe en Catalogne.

1823 : La Sainte Alliance des Etats européens dépêche, en Catalogne, un corps expéditionnaire français, « les cent mille fils de saint Louis », pour rétablir l'ordre légitimiste. Sous l'influence française, le nouveau gouvernement nommé par Ferdinand est plus modéré, au grand dam de l'opinion traditionaliste.

1827 : Soulèvement, dans les campagnes catalanes, de milices royalistes liguées contre les constitutionnalistes. Elles occupent Manresa. Ferdinand VII se rend à Tarragone et nomme un nouveau capitaine général, le « comte d'Espagne », qui fait exécuter les chefs des rebelles, les « Malcontents ». Grandement remercié par la bourgeoisie barcelonaise, le roi retourne à Madrid, mais, alors que les Français rentrent chez eux, il restaure l'ordre en Catalogne en maintenant dans ses fonctions le comte d'Espagne, qui va désormais imposer aux Catalans, pendant cinq ans, contre toute manifestation libérale, une dictature aussi sanglante qu'intolérante qu'elle le fut d'abord contre les royalistes purs. Rupture définitive entre l'opinion barcelonaise, notamment la jeunesse, et la monarchie absolue.

1832 : Mort de Ferdinand VII. C'est le dernier roi d'Espagne qui a également le titre de comte de Barcelone. Ce titre reste vacant jusqu'en 1939.

1833-1840 : Guerre civile qui oppose les libéraux, partisans du gouvernement de la régente Marie-Christine, mère de la reine mineure Isabelle II, et les carlistes, partisans de Charles, frère de Ferdinand, opposés au libéralisme, qui signifiait la fin de la société traditionnelle, la vente des terrains communaux assurant une relative prospérité aux petits et moyens propriétaires ruraux, et celle des biens ecclésiastiques, fondement matériel de l'influence cléricale. Les carlistes catalans se mobilisent aussi pour le rétablissement des anciennes constitutions, en chantant des hymnes catalans. Le carlisme est suivi surtout au Pays basque, en Navarre et en Catalogne, par les petits et moyens paysans et par la masse du clergé.

1833 : Par égalitarisme, le gouvernement libéral, farouchement unitariste et anticlérical, met fin à l'unité administrative de la Catalogne en la divisant en quatre provinces et en annexant à l'Aragon la région catalane de Riera Alta. La rébellion carliste plonge la Catalogne dans une situation critique. Opposition entre les campagnes, carlistes, et les cités et le littoral, libéraux.

1833 : Publication, par Bonaventura Carles Arribau, de l'Ode à la Patrie, point de départ de la renaissance culturelle catalane, *Renaixença*, mouvement profond qui traverse toute la société catalane. La langue catalane, bannie de l'enseignement et des usages publics, doit redevenir une langue littéraire.

1835 : En représailles contre une victoire carliste, des Barcelonais s'en prennent à l'Eglise : incendie des couvents, assassinat des religieux. Le général envoyé pour rétablir l'ordre est blessé mortellement. A Barcelone, les milices commandent. Constitution de la « junta superior gubernativa del Principat de Catalunya » : armement des milices, distribution des biens des religieux, retour à Barcelone de l'université de Cervera, nomination d'un gouverneur libéral. Les Catalans mènent et financent eux-mêmes leur guerre civile pendant que l'armée espagnole reste occupée en Navarre.

1837 : Occupation militaire de Barcelone. Triomphe des modérés aux élections. Constitution du « conseil supérieur central de Catalogne », dont la mission est de mettre fin à la guerre carliste, ce qui sera fait en 1840, lorsque les troupes du général Cabrera passent la frontière française sous la pression des troupes régulières dégagées du front basque.

1840 : La régente Marie-Christine se rend à Barcelone avec sa fille, la jeune reine Isabelle. Confrontée à une émeute ouvrière, elle ne doit son salut qu'à l'intervention du général libéral Espartero qui, tout auréolé de sa victoire contre les carlistes, fait taire la foule. Mais ce dernier, à la tête du gouvernement à Madrid, se révèle partisan du libre-échange et du centralisme. Barcelone se sent dupée.

1842 : Soulèvement des ouvriers et des artisans, à Barcelone, sous la bannière républicaine. Après trois semaines de rébellion, Espartero soumet Barcelone par un bombardement massif.

1843 : Une série de pronunciamientos, dont, en Catalogne, celui du colonel Prim qui occupe Madrid, renverse Espartero. Remis rapidement en selle, les modérés dissolvent les juntes que la Catalogne avait rêvé de fédérer. Ils imposent leur pouvoir au prix d'une véritable reconquête. Capitulation de Barcelone à la suite d'un nouveau bombardement.

1844 : Regain de ferveur religieuse autour d'hommes comme Antoine-Marie Claret, prédicateur, fondateur d'ordre et conseiller d'Isabelle II, et d'ordres enseignants comme les clarétiens ou les jésuites. Repeuplement du monastère de Montserrat, qui devient le centre où convergent toutes les manifestations d'un sentiment religieux à nouveau populaire, même s'il s'enracine aussi dans les nouvelles élites intellectuelles et économiques et laisse à l'écart les masses ouvrières. L'opinion progressiste évolue également au contact du mouvement ouvrier avec le parti démocrate puis les républicains fédéraux qui introduisent en Catalogne les idées socialistes.

1845-1848 : La guerre des Matiners, une nouvelle guerre carliste, secoue la campagne catalane, unissant les mécontents contre les méfaits de la crise économique et contre la conscription.

1847 : Construction du Liceu, l'opéra de Barcelone. L'art lyrique catalan produit au XXe siècle des artistes de premier plan, ainsi Montserrat Caballé, José Carreras et Victoria de Los Angeles

1848 : Symbole de la modernité, la première ligne de chemin de fer de la péninsule ibérique est construite en Catalogne, entre Matàro et Barcelone.

1851 : L'état de siège est installé à Barcelone pour y faire face à l'agitation et aux émeutes qui se déclenchent en Catalogne en réaction aux coups d'Etat d'inspiration libérale qui se répètent alors régulièrement à Madrid.

1854 : Soulèvement, à Barcelone, des progressistes et des ouvriers révoltés contre le chômage et les bas salaires. Insatisfaction massive des Catalans face au pouvoir de Madrid, même lorsqu'ils s'y résignent, considérant qu'un Etat unitaire est un grand marché pour ses industriels. Les Catalans reprochent au pouvoir de Madrid sa bureaucratie, son inefficacité, la censure et la corruption, le suffrage censitaire, son refus obstiné de prendre en compte leurs spécificités.

1859 : Restauration des Jeux floraux de la langue catalane, joute poétique dédiée à la célébration du triptyque Foi, Patrie, Amour.

1859 : Mise en œuvre, à Barcelone, du plan Cerdà, vaste « extension » urbaine, avec la création du quartier de l'Eixample, dont la trame urbaine est majoritairement à angle droit et les voies principales très larges. Le Passeig de Gràcia y est inclus. La construction de ce quartier, à l'architecture expressive caractéristique du modernisme, branche catalane de l'Art nouveau, s'étalera jusqu'au début du XXe siècle. Le Passeig de Colón ouvre la ville sur la mer. La citadelle est détruite.

1861 : Réunion de l'Institut català de Sant Isidre, organisation de propriétaires terriens qui a impulsé la modernisation de la campagne catalane. Les paysans expriment leurs revendications en catalan, et par là, leur nationalisme.

1865 : Dans le cadre des Jeux floraux, Jacint Verdaguer, avec sa grande sensibilité, sa profonde culture, son enracinement populaire et sa spiritualité, lit son œuvre à Barcelone, où il déclenche l'enthousiasme. Création de la langue catalane moderne, dans laquelle tous les genres littéraires seront successivement abordés.

1868 : La révolution de Septembre, dirigée par le général catalan Prim, tente d'instaurer une monarchie authentiquement libérale s'appuyant sur le suffrage universel. La Catalogne donne la majorité aux républicains fédéraux emmenés par Pí i Margall. Exil de la reine Isabelle II et de la famille royale.

1870 : Abdication de la reine en faveur de son fils, Alphonse. Soutenu par Prim, Amédée Ier, de la maison de Savoie, fils cadet du roi d'Italie Victor-Emmanuel II, est élu roi par les Cortes.

1872 : Nouvelle guerre civile déclenchée par les carlistes. Mort de Prim.

11 février 1873 : Abdication du roi Amédée Ier. Instauration de la république, présidée d'abord par deux Catalans, Figueres puis Pí i Margall. Résolument sociale, elle produit, sur le travail des enfants et des femmes, la première législation du travail en Espagne. Résolument fédérale, elle est l'occasion de la première proclamation d'un Etat catalan. Les ouvriers de Barcelone manifestent en langue catalane pour réclamer la journée de dix heures. La langue catalane s'affirme désormais comme un véhicule d'expression publique et favorise de nombreuses prises de conscience, d'abord politiques. Mais la république doit faire face à de nombreuses sécessions en même temps qu'à la guerre carliste.

3 janvier 1874 : Renversement de la république.

9 janvier 1875 : Seconde Restauration. Retour des Bourbons sur le trône : Alphonse XII débarque triomphalement à Barcelone. La monarchie s'impose comme la clé du maintien de l'ordre et la bourgeoisie catalane s'y rallie.

1876-1973 : Vie du violoncelliste, compositeur et chef d'orchestre Pablo Casals, grande figure de la musique catalane au XXe siècle, relayé aujourd'hui par Jordi Savall, qui a redonné vie à tout un héritage baroque oublié.

1877 : Le poète Jacint Verdaguer gagne le premier prix des Jeux floraux pour son poème l'Atlantida. La renommée de Verdaguer s'étendra en France grâce à Frédéric Mistral

1881 : Fondation, à Barcelone, de la Fédération de travailleurs de la région espagnole, syndicat ouvrier de tendance anarchiste, ancêtre de la CNT. L'anarchisme, introduit assez tôt en Espagne par des disciples de Bakounine, a trouvé sa terre d'élection parmi les ouvriers agricoles d'Andalousie et en Catalogne, où la classe ouvrière se donne durablement aux idéologies les plus radicales.

1882 : Fondation, par Valentí Almirall, du Centre català, où se mêlent des patrons, des intellectuels porteurs de la renaissance culturelle, et des carlistes déçus.

1882-1952 : Construction de l'église de la Sagrada Família à Barcelone. Elle est pour l'essentiel l'œuvre d'Antoni Gaudí (1852-1926) à qui on doit également le parc Güell et de nombreux immeubles barcelonais

1885 : Une commission formée des plus hautes personnalités intellectuelles et littéraires catalanes présente au roi Alphonse XII le « memorial de Greuges », qui récapitule les revendications essentielles du catalanisme. Mort d'Alphonse XII.

1886 : Naissance d'Alphonse XIII, roi. Régence exercée par sa mère Marie-Christine d'Autriche jusqu'en 1902.

1888 : Première exposition universelle à Barcelone sur l'emplacement de l'ancienne citadelle. Avènement du modernisme catalan.

1890 : Publication, par Torras i Bages, futur évêque de Vic, de La tradició catalana, qui prône une régénération morale et religieuse à partir du développement de l'authentique régionalisme et du retour aux valeurs fondamentales de la culture catalane, telles qu'on peut les dégager de l'enseignement de ses grands maîtres, Penyafort, Lulle, Vives, Eiximenis, pénétrés d'esprit chrétien. Du sentiment national au sentiment religieux, un lien s'établit, qui sera à l'origine de la

constitution d'un catalanisme conservateur concurrent de celui d'Almirall.

1891 : Création de l'Union catalaniste, qui rédige, en 1892, un projet de constitution régionale, les « Bases de Manresa », où est affirmé l'idéal autonomiste : le catalan, langue officielle unique, la résurrection des Cortes catalanes, la dévolution au gouvernement local du maintien de l'ordre public, du droit de battre monnaie et de l'enseignement.

1893 : Attentat à Barcelone : explosion d'une bombe au grand théâtre du Liceu.

1893-1983 : Vie de Joan Miro, qui est, avec Salvador Dali (1904-1989), l'un des deux plus grands peintres catalans du XXe siècle.

1894 : Publication du Manuel de doctrine catalaniste, petit livre retentissant qui est saisi et dont les deux auteurs, dont Enric Prat de la Riba, fondateur de la Ligue régionaliste, sont poursuivis. Les éléments du caractère catalan y sont affirmés : « l'esprit pratique et utilitaire, le génie mercantile et un tempérament ouvertement et décidément tout à la fois libéral et nationaliste. »

1896 : Nouvel attentat à Barcelone, contre la procession de la Fête-Dieu. 400 personnes sont arrêtées, 27 inculpées. Le monde s'indigne, lorsque quatre ouvriers anarchistes sont fusillés.

1901 : Première victoire électorale catalaniste à Barcelone.

1901-1902 : Grèves générales à Barcelone. Dix morts, suite aux affrontements avec la police.

1903 : Les Pères chartreux, expulsés de France, se réfugient à Tarragone où ils reprennent la production de la chartreuse. Celle-ci garde son nom d'origine ; les Français la surnomment « La Tarragone ». Cette distillerie de Tarragone restera en activité jusqu'en 1989 bien que la distillerie de Voiron reprenne son activité dès 1935, avec le retour des chartreux en France.

1904 : Explosion d'un pétard à Barcelone sous le portique d'une maison où allait passer le roi Alphonse XIII. Les autorités pensent avec certitude que les anarchistes ont comploté pour tuer le souverain pendant sa visite à Barcelone.

1905 : Démission du gouvernement suite à la réaction d'un groupe d'officiers caricaturés dans le journal satirique de la Ligue, qui saccagent les locaux du journal et saisissent les Cortes de Madrid. Interdiction du journal autonomiste.

1905 : Introduction de la Sardane, danse traditionnelle, en Vallespir, qui va désormais animer les fêtes des villages.

1906 : Mouvement populaire de « Solidarité catalane », d'une ampleur colossale. Lluís Companys participe à la création de ce mouvement, dont il devient le plus jeune dirigeant. Première manifestation de masse de l'histoire catalane : 20 000 personnes défilent à Barcelone, dont 41 des 45 députés de Catalogne, pour s'opposer au projet de loi « des juridictions » présenté aux Cortes de Madrid, selon lequel les tribunaux militaires auraient le droit de juger les atteintes à la Patrie et à l'armée. Mouvement national d'insurrection de tous les partis catalans.

1906 : Publication de *La nacionalitat catalana*, où Enric Prat de la Riba pose les bases théoriques d'un véritable nationalisme et revendique un « Etat catalan, en union fédérative avec les Etats des autres nationalités d'Espagne ». Pour ce leader politique du catalanisme conservateur, allié avec les milieux industriels, la mission de la Catalogne est de « réveiller les forces endormies de tous les peuples espagnols ».

1906 : Premier congrès international de la langue catalane. Pompeu Fabra i Poch y expose ses Questions d'orthographe catalane. Son prestige intellectuel en sort renforcé.

1906-1923 : Période marquée, dans la vie culturelle, par l'influence du noucentisme, un mouvement intellectuel et artistique représenté surtout par Eugenio d'Ors (1881-1954).

1907 : Victoire électorale de la coalition de « Solidarité catalane », qui remporte la totalité des sièges et porte Enric Prat de la Riba à la présidence de la Députation provinciale de Barcelone. Fondation de l'Institut d'études catalanes par Prat de la Riba, qui fait appel à Pompeu Fabra pour diriger la normalisation linguistique.

1907 : Eloge de la poésie de Joan Maragall (1860-1911).

1908 : Création, par Alejandro Lerroux, du Parti républicain radical, principal opposant au catalanisme en plein essor.

Juillet 1909 : « Semaine tragique ». Hostilité générale à l'annonce de la mobilisation de réservistes pour la guerre du Maroc, essentiellement des ouvriers, qui ne peuvent pas, comme les bourgeois, échapper à la conscription en achetant leur remplacement. Grève générale dans toute la Catalogne. Affrontements violents. Soixante-dix églises ou couvents incendiés, deux religieux assassinés. Barcelone s'enfonce dans le chaos. L'armée met fin au mouvement insurrectionnel. Une centaine de morts, surtout des ouvriers.

1909 : Répression anti-ouvrière. Exil d'Alejandro Lerroux. Plus de deux mille personnes défilent

devant les tribunaux militaires qui amalgament grèves et actes de violence, quatre militants sont exécutés. Si la gauche catalaniste milite pour l'amnistie, la Ligue approuve la répression, appelle à la délation et refuse de publier l'appel au pardon du poète Joan Maragall. Rendu responsable de la révolte, un vieux leader anarchiste, Francisco Ferrer, est condamné à mort. Malgré une grande campagne de solidarité internationale, Ferrer sera finalement exécuté, au milieu des protestations de l'Europe entière.

1910 : Lluís Companys est le président de la section politique de l'Union fédérale nationaliste républicaine. Alejandro Lerroux, de retour d'exil, rejoint l'alliance républicaine socialiste. Victoire aux élections : Alejandro Lerroux est porté à la présidence de la Députation provinciale de Barcelone.

1911 : Constitution de la Confédération nationale du travail, centrale syndicale qui va assurer, pour les décennies à venir, la représentation hégémonique de la classe ouvrière en Catalogne, comme en Aragon, à Valence et en Andalousie.

1911 : Pompeu Fabra, nommé fondateur de la section philologique de l'Institut d'études catalanes, occupe une chaire d'études universitaires catalanes.

1911 : Première indication de la sardane dans une partition musicale nord-catalane, dans une cantate de Déodat de Séverac, *El Cant del Vallespir*. Grâce à une campagne de propagande intense, le développement dans toute la Catalogne de cette ronde qui marie le Nord et le Sud et mêle toutes les catégories sociales dont les membres se donnent fraternellement la main exprime bien la recherche d'équilibre et l'élan créatif de la nouvelle Catalogne en train de naître.

1911 : Enric Prat de la Riba présente à José Canalejas, président du gouvernement espagnol, un projet de Mancomunitat de Catalunya, la Mancommunauté de Catalogne, une institution régionale qui regrouperait les quatre institutions provinciales catalanes (députations de Barcelone, de Tarragone, de Lérida et de Gérone). Les « Bases de la Mancommunauté catalane » prévoient la formation d'une assemblée composée de tous les députés provinciaux et d'un conseil exécutif permanent de huit membres, deux par province. Ce projet est voté par le congrès de Madrid en 1912, après avoir été plébiscité dans toutes les communes catalanes et après une grande manifestation dans les rues de Barcelone.

1913 : Publication, à force de pressions des élus catalanistes, d'un décret royal, signé par Alphonse XIII, qui autorise les provinces espagnoles qui le désirent à se fédérer, sans pour autant leur conférer de nouvelles attributions.

1914 : Constitution de la Mancomunitat, dont le statut est approuvé par le gouvernement de Madrid et dont Prat de la Riba est élu président. Bien que ses fonctions ne soient que d'ordre administratif, et que ses pouvoirs n'excèdent pas ceux des députations provinciales, elle acquiert une grande importance politique : lieu d'identification positive pour tous les Catalans privés depuis deux siècles de leurs institutions représentatives, elle est le premier pas dans la reconnaissance de la personnalité et de l'unité territoriale de la Catalogne de la part de l'Etat

espagnol depuis 1714. Sous la présidence de Prat de la Riba, qui meurt en 1917, l'œuvre de Pompeu Fabra, qui normalise la langue catalane, est promue. Elaboration d'une grammaire et d'un dictionnaire général qui fixent la langue catalane moderne. Développement du catalan dans de nombreux journaux, traduction en catalan d'ouvrages classiques espagnols et d'ouvrages contemporains de littérature mondiale. Réalisations variées : aménagement routier, création d'un réseau téléphonique, nouvelles impulsions données à l'Institut d'études catalanes, la Bibliothèque de Catalogne, l'École supérieure d'Agriculture, l'Université industrielle, création de nouvelles institutions surtout dans le domaine éducatif, comme la Commission d'éducation générale, chargée d'élever le niveau culturel de la campagne, et une école Montessori.

1914 : Première guerre mondiale. Contrairement aux autres Espagnols, les Catalans sont majoritairement favorables aux alliés, au point qu'un bataillon de 15 000 volontaires catalans combatta dans l'armée française du maréchal Joffre, qui avait promis en échange d'intervenir en faveur de l'autonomie catalane. Sur le plan économique, la guerre est un accélérateur pour les industriels catalans, qui suppléent les fournisseurs étrangers.

1917 : Grave crise intérieure. La Ligue régionaliste à la tête d'une campagne de grande ampleur pour l'autonomie et la rénovation de l'Espagne et le mouvement revendicatif des officiers de l'armée poussent le gouvernement de Madrid à fermer les Cortes. La Ligue convoque alors tous les parlementaires espagnols : soixante-dix se réunissent dans l'hôtel de ville de Barcelone d'où ils sont délogés par la police. Grève générale préparée par la CNT, qui a épuisé ses fonds en achats de pistolets et en fabrication de bombes. L'armée réprime le mouvement en tirant à la mitrailleuse dans les foules ouvrières : soixante-dix morts.

1918 : Sous la présidence de l'architecte Josep Puig i Cadafalch qui poursuit l'œuvre de son prédécesseur, la Mancomunitat lance une campagne en faveur du statut d'autonomie de la Catalogne. Le projet aboutit en 1919, et est approuvé par 98 % des citoyens catalans consultés.

1919-1923 : Mouvements sociaux. Suite au licenciement d'ouvriers, grève à la Canadencia qui alimente la Catalogne en électricité. Barcelone, privée de gaz, d'électricité, de trams, est paralysée. Six semaines de lutte intense débouchent sur un compromis qui représente un véritable triomphe ouvrier. Mais le maintien en prison de syndicalistes inculpés déclenche une grève générale d'une incroyable intensité. L'état de guerre déclaré, l'armée prend position dans les rues, des centaines de syndicalistes se retrouvent en prison, la bourgeoisie organise des milices, les patrons appointent des pistoleros pour les protéger et pourchasser les syndicalistes, l'activisme anarchiste organise des séries d'attentats meurtriers... Plus de sept cents attentats ont causé plus de cent trente morts, dont une centaine d'ouvriers.

1922 : Fondation de l'Union des rabassaires par Lluís Companys, qui y travaille comme directeur du magazine La Terra pendant les années de dictature, puis, en 1925, comme avocat.

1923 : Coup d'Etat de Primo de Rivera, capitaine général de Catalogne, qui met fin au pouvoir constitutionnel et instaure une dictature. Il est soutenu par l'armée, par le roi Alphonse XIII – qui évite ainsi d'être mis en cause pour sa gestion scandaleuse de la guerre du Maroc – et par la Ligue régionaliste à qui il a promis l'autonomie catalane. Victoire aux élections d'un nouveau parti,

Acció catalana. Beaucoup espèrent que la dictature de Primo de Rivera sera une période de transition et le créditent d'une volonté rénovatrice. Il forme un gouvernement exclusivement composé de militaires, qu'il baptise « Directoire ». Il entreprend une solide politique de travaux publics, et quelques réglementations sociales. Il destitue Cadafalch de la présidence de la Mancomunitat, dont il fait cesser l'activité, et il suspend le statut d'autonomie.

1924 : Naissance de Radio Barcelone, la première chaîne radio en Espagne.

1925 : Dissolution de la Mancommunauté de Catalogne et de la Ligue régionaliste par Primo de Rivera. Interdiction de la langue catalane (bien que tolérée dans la presse) dans les écoles et les réunions publiques, interdiction du drapeau et même de la sardane. Primo de Rivera forme un Directoire civil. Fin de la guerre du Maroc. Naissance, à Barcelone, d'Oriol Bohigas.

1926 : Le leader Francesc Macià, exilé, organise le mouvement Estat Català, avec lequel il prépare une insurrection : six cents hommes armés doivent passer la frontière française et appeler aux armes les Catalans. Mais un agent mussolinien infiltré le dénonce : il est arrêté par la police française avec ses partisans, incarcéré à la Santé et jugé en Assises à Paris. Son procès fait la une de la presse internationale et donne à la Catalogne sa première tribune mondiale. Cet ancien colonel, élu député avec « Solidarité catalane » impressionne par son intégrité, son intransigeance et son charisme. Il sait mobiliser avec deux mots : « Catalans ! Catalunya ! ».

1926-1929 : Le groupe formé par Luis Montanya, Salvador Dali et Sebastian Gasch introduit le surréalisme en Catalogne.

1929 : Deuxième exposition universelle à Barcelone.

1930 : Démission de Primo de Rivera. La monarchie hésitante esquisse une normalisation. Manifestations antimonarchiques. L'ensemble des partis républicains espagnols, dont Acció catalana et l'Estat Català de Macià, réunis à San Sebastián, s'engagent à œuvrer en commun pour l'instauration d'une république.

1931 : Radio-Associació de Catalunya émet en catalan. Mise en place d'un gouvernement civil avec l'appui de la Ligue et des socialistes. Le roi convoque des élections municipales qui donnent une majorité républicaine à 46 des 50 capitales de province. Isolé, Alphonse XIII abdique et part en exil à Paris, puis à Rome où il finira sa vie.

14 avril 1931 : Seconde République. Triomphe de l'Esquerra Republicana de Catalunya, parti récemment constitué par Macià. Liesse générale. Lluís Companys nommé gouverneur civil de Barcelone.

17 avril 1931 : Trois ministres atterrissent à Barcelone. Après douze heures de discussions serrées, Macià doit céder : le gouvernement catalan prend le nom de « glorieuse tradition de Généralité de Catalogne », son statut définitif sera soumis aux suffrages des Catalans puis à la ratification du futur parlement de la République espagnole. Le peuple catalan, appelé aux urnes, approuve à la quasi-unanimité le projet de statut de tonalité fédéraliste. L'élaboration de la nouvelle Constitution et la question religieuse occupent prioritairement les députés espagnols.

1932 : Coup d'Etat militaire : le général Sanjurjo veut empêcher la réforme agraire et l'autonomie catalane. Soucieux de garder le soutien des Catalans, le gouvernement républicain fait voter un statut amendé, prévoyant une autonomie interne assez complète.

1934 : Mort de Macià. C'est Lluís Companys qui lui succède à la présidence du « Gouvernement autonome catalan ». Leur gouvernement se distingue par une politique économique avisée et une politique culturelle dynamique : écoles-pilotes, bibliothèques et athénées fleurissent, l'Université autonome et le musée d'Art de Catalogne voient le jour. Régression sociale généralisée : divisions politiques. Grève générale. En Catalogne, tout est paralysé, les militants d'Etat català patrouillent dans Barcelone. Devant la foule silencieuse des grévistes massés sur la place Sant Jaume, Companys affirme que « la Catalogne libérale, démocratique et républicaine ne peut être absente de la protestation qui triomphe dans le pays tout entier ». Il déclare assumer tous les pouvoirs et il proclame « l'Etat catalan de la République fédérale espagnole ». Mais la grande unité de 1931 s'est étiolée et les Catalans n'accompagnent pas cette étrange rébellion contre un gouvernement légal.

Entre 1900 et 1930, la population de Catalogne passe de 2 millions à 2,8 millions d'habitants. Cet essor considérable est assuré aux deux tiers par l'immigration des Espagnols du Sud qui viennent alimenter en bras l'industrie catalane. Barcelone se développe et devient la métropole qui fournit l'Espagne entière en produits manufacturés. Le textile, mais aussi la métallurgie et l'hydroélectricité, connaissent une croissance spectaculaire. En 1930, la Catalogne, qui représente 6,3 % du territoire espagnol, rassemble 25 % de ses entreprises industrielles. La bourgeoisie s'affirme et s'organise en chambres de commerce. Elle trouve son langage artistique dans le mouvement moderniste de Cadafalch, Montaner, Gaudí..., et elle modèle l'aspect de Barcelone. Absorbant la plupart des immigrants, la classe ouvrière s'agrandit et s'organise en sociétés ouvrières rassemblées dans la Confédération nationale du travail (CNT), confédération syndicale hégémonique qui lutte pour des conditions de vie meilleures. Entre les deux, la classe moyenne s'accroît d'une foule de petits employés et de fonctionnaires qui, avec les artisans et les paysans, forment la base d'un catalanisme populaire, protagoniste essentiel de la période républicaine. Quant à la campagne, après une période de développement intense liée à l'expansion du vignoble et à l'ouverture des nouveaux marchés que constituent les centres urbains, elle devient le lieu d'une situation de grande précarité à cause du phylloxera et des propriétaires bien peu conciliants. Du point de vue culturel, après une première période moderniste, une nouvelle génération d'intellectuels, à la suite du journaliste et essayiste Eugeni d'Ors, affichera l'ambition de normaliser pleinement la culture catalane. Après Eugeni d'Ors et avec le philologue Pompeu Fabra, Josep Carner sera la figure de proue de ce nouveau mouvement, le « noucentisme », à côté duquel apparaîtront la poésie avant-gardiste de Joan Salvat-Papasseit, la verve narrative de Josep Plà, la veine romancière de Josep Maria de Sagarra, la profondeur méditative de Carles Riba. L'architecture sera illustrée par Josep Lluís Sert, et la musique par Lluís Millet, le fondateur de l'Orfeo català, et par le violoncelliste et compositeur Pau Casals. Enfin, Pablo Picasso, Salvador Dalí, Joan Miró se forment à Barcelone avant de devenir les figures de l'esthétique moderne. L'idéal dans lequel s'inscrivent tous les créateurs d'alors, c'est celui d'une Catalogne citadine qui tourne le dos au ruralisme et inscrit sa culture dans celle du monde qui se construit.

La Catalogne au XXe siècle

L'échec de la révolution engagée en 1934 dans les Asturies et en Catalogne contre le gouvernement légal de la République espagnole proclamée en 1931 est lourd de conséquences pour la cause catalane. Son principal leader, Luis Companys, tient pourtant sa revanche en ralliant tout naturellement en 1936 le camp républicain. Mais à l'issue de la guerre civile, l'autonomisme catalan est condamné au silence. La période du régime franquiste n'en sera pas moins le moment d'une modernisation accélérée de l'Espagne dont a largement profité la Catalogne.

1934 : Dans Barcelone, des combats ont lieu, faisant quelques morts. Le gouverneur militaire fait tirer les canons sur la Généralité. Le gouvernement catalan est fait prisonnier, Companys et ses ministres sont condamnés à trente ans de prison. L'état de siège s'impose rapidement. Un gouverneur s'installe à la Généralité. Le statut d'autonomie des Catalans est suspendu.

1934-1936 : « Années noires ». L'opposition se reconstitue en un « Front populaire », qui réclame l'amnistie, le rétablissement de la Généralité, un nouveau plan d'instruction publique et la réforme agraire.

1936 : Victoire du Front populaire. En Catalogne, l'Esquerra emporte les deux tiers des sièges. Gouvernement républicain à Madrid. Amnistiés, Companys et ses ministres traversent triomphalement l'Espagne en voiture et réintègrent le palais de la Généralité. Alors que la violence est omniprésente et à son comble dans toute l'Espagne, la Catalogne est plus calme, malgré quelques grèves et deux assassinats politiques. C'est dans ce contexte que se déclenche, au lendemain de l'assassinat du député monarchiste Calvo Sotelo, le soulèvement national du 18 juillet 1936. A Barcelone, l'armée sort des casernes. La Généralité s'est préparée au coup d'Etat. Les sirènes du port retentissent, la ville se couvre de barricades. La police catalane et les gardes d'assaut, placés sous commandement catalan après l'arrestation de leurs chefs, se placent aux points clés de la ville. Armées comme elles le peuvent (Companys refuse de les équiper), les forces syndicales s'emparent des fusils et des mitrailleuses abandonnés par les militaires et assiègent les arsenaux. Multiplication des combats. L'aviation, restée loyale, bombarde les casernes. Echech du coup d'Etat rapide préparé par les « généraux félons », dont Franco au Maroc, et Goded à Barcelone. Toutefois, à partir des régions conquises, ils organisent la lutte contre un gouvernement républicain qui ne contrôle que fort peu ses alliés le plus radicaux.

1936 : Organisation des Olympiades populaires à Barcelone, pour contester l'organisation des jeux Olympiques de Berlin.

1936-1937 : Révolution en Catalogne. Le pouvoir est détenu par les organisations ouvrières qui tiennent la rue, les armes – prises dans les arsenaux – et les casernes. Dans les usines, les patrons ont fui et les ouvriers doivent s'organiser eux-mêmes pour poursuivre la production : l'essentiel du potentiel industriel de la Catalogne passe aux mains des syndicats. Violences injustifiées de groupes qui sèment la terreur dans les villes et les campagnes. Incendie de la cathédrale de Lérida.

Assassinat de 2 437 prêtres et religieux pendant l'été 1936, dont l'évêque carliste de Barcelone Irurita et celui de Lérida. Le cardinal Vidal i Barraquer, archevêque de Tarragone et chef de l'Eglise catalane, est le seul évêque espagnol (avec celui de Vitoria) à refuser de signer, en 1937, la lettre collective par laquelle l'épiscopat enrôlera bientôt l'Eglise dans la croisade franquiste. Enlevé par une patrouille anarchiste, il est sauvé par la police catalane et doit s'expatrier. Fermeture des églises. Création d'un Comité central des milices antifascistes de Catalogne qui rassemble toutes les organisations de gauche et permet le retour à la légalité en Catalogne. Il est rapidement dissous. Des mesures ont profondément transformé la société catalane. Le Conseil de l'école nouvelle unifiée, qui a nationalisé tout le système scolaire, s'est lancé dans un intense travail pour remédier à la sous-scolarisation dont souffre une bonne partie de la population, s'ouvrant à la rénovation pédagogique et construisant même de nouveaux locaux. Par un décret de collectivisation, toutes les entreprises de plus de cent salariés sont confiées à la gestion ouvrière dans le cadre d'une économie planifiée, ce qui permet de mener à bien la transformation de l'économie catalane en économie de guerre. Sur le plan des mœurs s'opère une évolution notable avec le développement du travail des femmes et la légalisation de l'avortement.

Mai 1937 : Montée en puissance des communistes du Parti socialiste unifié de Catalogne (PSUC). Emmené par un officier communiste, un peloton de policiers de la Généralité se présente place de Catalogne, où il prend possession du central téléphonique dont les employés anarcho-syndicalistes sont accusés d'espionner les communications officielles. Opposition du CNT. Coups de feu. Barricades. Tandis que les militants s'affrontent en combats fratricides, les états-majors appellent au calme. Cessez-le-feu. Retour à l'ordre à Barcelone. La suppression définitive des patrouilles de contrôle met fin à la répression anarchique. La volonté gouvernementale de restaurer la liberté du culte public se heurte à la mauvaise volonté anarchiste et au refus de l'autorité ecclésiastique qui ne veut pas sembler cautionner les communistes. Alors que l'influence communiste grandit jour après jour, la Généralité se voit contester ses compétences en matière de sécurité et de défense. Barcelone voit également la liquidation par les communistes staliniens encadrés par le Komintern des militants du POUM d'André Nin, le Parti ouvrier d'unification marxiste qui est d'inspiration trotskiste.

Octobre 1937 : Débarquement à Barcelone, saturée de réfugiés, de Negrín à la tête du gouvernement de la république. Il y installe le gouvernement et les 250 000 personnes qui l'accompagnent, fonctionnaires et leurs familles. Son objectif est de montrer qu'il n'y a qu'un seul gouvernement en Espagne. Renforcement du pouvoir central. Aggravation de la situation militaire malgré les offensives républicaines, la réorganisation de l'armée et la militarisation des milices républicaines.

1938 : Offensive des troupes franquistes contre la Catalogne. Abrogation du statut de la Catalogne. Des milliers de prisonniers sont fusillés, dont Manuel Carrasco i Formiguera, défenseur des congrégations religieuses et l'un des plus radicaux militants catalanistes. Déclaration de guerre faite par Franco aux Catalans. Dans la Catalogne isolée où le rationnement est mis en place, les conditions de vie ne cessent d'empirer. Les troupes républicaines du général Rojo se lancent dans une offensive de grande envergure et passent l'Ebre, engageant ainsi une bataille de quatre mois qui se conclut sur un échec.

1939 : Les gouvernements espagnol, catalan et basque passent la frontière française. L'armée franquiste pénètre en janvier dans une Barcelone où elles sont chaleureusement accueillies par les partisans du camp nationaliste. Des dizaines de milliers de réfugiés affluent à la frontière française.

1939 : Juan de Bourbon, l'héritier en exil du trône d'Espagne, prend le titre de comte de Barcelone, qui avait été abandonné depuis plus d'un siècle. Il s'agit d'une posture intermédiaire qui fait qu'il ne réclame pas le titre de roi d'Espagne.

1939 : Naissance à Barcelone de Ricardo Bofill, l'architecte qui a réalisé, entre autres, le quartier Antigone à Montpellier.

1939 : Exil des personnalités catalanes : Companys, Bosch Gimpera, le doyen de l'université, Pau Casals, Vidal i Barraquer... Avec eux s'enfuit une partie notable de la classe politique, l'intelligentsia catalane, le peuple républicain, ouvriers, paysans, artisans, commerçants. Sur l'ensemble des territoires catalans, 200 000 personnes passent la frontière française. Des foules de réfugiés s'entassent dans des camps de concentration dressés à la hâte et dépourvus de tout, sur les côtes du Roussillon. Des milliers trouveront le chemin de l'Amérique latine. Les plus nombreux resteront en France, où beaucoup rejoindront la Résistance. La répression est massive en Catalogne où les éléments les plus extrémistes du camp républicain ont souvent donné le ton.

1940 : Arrestation de Companys par la Gestapo. Transféré à Madrid, puis à Barcelone, il est condamné à mort et exécuté. L'Université est épurée, les institutions catalanes dissoutes, la langue catalane et même les livres catalans sont bannis des écoles et des bibliothèques, on interdit le drapeau et les hymnes catalans, les Jeux floraux, la sardane et toutes les représentations folkloriques catalanes, on change les noms des rues et des places, et la place de Catalogne à Barcelone est rebaptisée place de l'Armée espagnole. L'Eglise interdit la prédication dans une autre langue que l'espagnol (castillan).

1942 : Organisation de cours de catalan clandestins.

1944 : La fin de la seconde guerre mondiale suscite un grand espoir pour les Catalans, en Catalogne comme en exil. Dès la Libération, on s'organise pour profiter de l'élan antifasciste qui parcourt le monde et doit signifier la fin de toutes les dictatures. Un gouvernement catalan, à côté de celui de la république, est constitué en exil. Des militants communistes envahissent le Val d'Aran, espérant provoquer une révolte antifranquiste en Espagne. C'est un échec complet, les populations ne souhaitant pas le retour des horreurs de la guerre civile.

1945-1951 : Des guérillas sporadiques, communistes et anarchistes, s'opposent aux gardes civils dans les montagnes catalanes et dans les villes, où des résistants, comme Massana ou Sabater, multiplient les attaques. Mais, en 1946, la frontière française est fermée. Les Espagnols ne sont pas prêts à entamer une nouvelle guerre civile ni les Alliés à intervenir contre Franco. Mais l'Espagne de Franco est isolée, exclue de l'ONU et des organisations internationales. D'un point de vue économique, les années d'après-guerre sont difficiles : pas d'importation de matières premières, électricité rationnée, pouvoir d'achat inexistant. Les rationnements demeurent jusqu'en 1951. Le traditionnel dynamisme catalan est atteint en profondeur. Même si les patrons ont retrouvé leurs usines, leurs capacités d'initiative sont noyées sous le dirigisme d'Etat et les banques locales ont disparu au profit de géants financiers qui se constituent à Madrid. Malgré le règne de la censure, les démocrates catalans s'expriment à nouveau progressivement, pour affirmer qu'il y a autre chose à vivre sous la chape du conformisme. En 1946, on peut rééditer

légalement des textes catalans soigneusement filtrés par la censure. En 1947, l'intronisation de la Vierge de Montserrat est l'occasion d'un acte d'affirmation nationale. En 1951, on célèbre la première « nuit de Santa Llúcia », durant laquelle on attribuera chaque année les prix littéraires. Mais durant toute cette période, c'est l'exil catalan qui joue le rôle essentiel de conservation de la culture et des valeurs patriotiques, une très large partie de la production littéraire en langue catalane est éditée hors des frontières d'Espagne. Les Jeux floraux sont régulièrement célébrés en exil, notamment à Toulouse et à la Sorbonne.

1946 : Naissance de Joan Busquets, l'un des plus grands urbanistes et architectes espagnols, à El Prat de Llobregat. C'est la même année que reprennent les publications en catalan.

1948 : Toujours en exil, Juan de Bourbon, le « comte de Barcelone », autorise son fils Juan Carlos à partir étudier en Espagne et à y vivre sous la tutelle de Franco qui va chercher à façonner le jeune prince dans l'idéologie franquiste et à l'opposer à son père.

Mars 1951 : Pendant cinq jours, tout Barcelone se rend à pied à son travail pour protester contre l'augmentation des tarifs des transports publics. Succès total. Abrogation des nouveaux tarifs. Cette première manifestation de masse contre le régime franquiste a un retentissement mondial.

1953 : Fin de l'isolement franquiste. Concordat qui couronne le national catholicisme à l'espagnole. Accords de coopération avec les Etats-Unis. En échange de l'implantation de bases militaires, l'administration d'Eisenhower concède à Franco des crédits en nombre et le reconnaît comme un allié dans la guerre froide.

1954 : Entrée de l'Espagne à l'ONU. Quelques membres du Parlement catalan réunis, en exil, au Mexique, élisent un nouveau président de la Généralité, Josep Tarradellas.

1955 : Les accords entre l'Espagne et les Etats-Unis marquent une relative ouverture de l'Espagne sur le plan économique. FIAT installe, avec des capitaux d'Etat, les usines d'automobiles SEAT à Barcelone, et le siège et les bureaux d'études à Madrid.

1957 : Deuxième boycottage des transports publics à Barcelone. Les étudiants y participent et l'agitation gagne l'Université.

1958 : L'Espagne intègre le Fonds monétaire international, l'OECE. Visite d'Etat d'Eisenhower à Madrid. Affirmation de l'opposition politique en Espagne.

1959 : Montserrat fait paraître le premier magazine culturel en langue catalane : Serra d'or. Sous protection ecclésiastique paraissent aussi des illustrés en catalan pour la jeunesse. Manifestation à caractère nettement national : des milliers de lecteurs de La Vanguardia, le principal quotidien de

Barcelone, résilient leur abonnement et exigent la démission de son directeur coupable d'avoir insulté grossièrement les Catalans : les étudiants assaillent les kiosques et déchirent les journaux. Le gouvernement, qui nomme les directeurs de journaux, doit céder. La question culturelle prend une telle ampleur que le régime se voit obligé d'afficher une certaine bienveillance à l'égard de la Catalogne.

1960 : Centenaire du poète moderniste Joan Maragall, fêté avec éclat au Palais de la musique de Barcelone et en présence de ministres espagnols. Mais, à la fin du concert, le public entonne El cant de la Senyera (le chant du drapeau), œuvre patriotique catalane interdite du poète. Aussitôt, la police arrête vingt personnes. Rendus responsables des faits, deux militants sont condamnés à trois et sept ans de prison. Le nom de l'un d'eux, leader des étudiants catholiques, s'écrit bientôt sur les murs catalans : Llibertat Jordi Pujol ! Vingt ans de répression n'ont pas anéanti la Catalogne. La décennie qui démarre est celle des grandes transformations économiques.

1961 : Les Seize Juges, un groupe d'intellectuels, décident de chanter et de graver des disques en catalan. On traduit Brassens, on compose des œuvres contestataires, et bientôt de vrais chanteurs créent la nova cançó. L'expression « Pays catalans » se popularise pour désigner une réalité culturelle qu'on redécouvre et un espoir politique.

1962 : Premier plan de développement confié par Franco au Catalan Lopez Rodó. Entrée de l'Espagne dans le monde moderne. Ouverture aux capitaux étrangers (devises du tourisme massif, revenus de l'émigration). Croissance spectaculaire de l'industrie et du secteur tertiaire : l'Espagne arrive au dixième rang des nations industrielles. Domination des multinationales. Reconstitution d'un capital financier catalan à travers les caisses d'épargne et la nouvelle Banca catalana. Conséquences de cette explosion économique : la population rurale décroît rapidement et tout un prolétariat s'entasse dans des centres industriels construits trop vite et privés des équipements collectifs les plus élémentaires. Barcelone devient une vaste conurbation de 2 millions d'habitants. L'immense majorité des nouveaux arrivants, venus d'Andalousie, d'Estrémadure et de Galice, ne parlent pas le catalan et ne peuvent pas l'apprendre, ce qui déstabilise l'équilibre culturel du pays qui les accueille : des banlieues entières échappent à la dominance linguistique du catalan et un nouveau type apparaît, le Xanego, « l'autre Catalan », véritablement attaché à sa terre d'adoption, mais qui reste castillanophone.

1962 : Grèves ouvrières suite au gel des salaires. Ouverture d'une nouvelle maison d'édition fondée par Oriol Bohigas, Edicions 62, qui publie exclusivement des œuvres originales et des traductions en catalan.

1963 : Trois mille personnes se rassemblent dans les rues de Barcelone pour commémorer la défaite du 11 septembre 1714. Nouvelle agitation autour de la nomination d'un évêque non catalan. Sur les murs de la ville, la population écrit : « Nous voulons des évêques catalans ! »

1964 : Huit cents délégués syndicaux provenant de cinquante-neuf entreprises créent, dans une église de Barcelone, les premières « commissions ouvrières » catalanes. Cette organisation souple, d'abord intersyndicale, puis dirigée par les militants communistes tout en restant ouverte et pluraliste, deviendra, de grève en grève et en infiltrant habilement les structures électives des syndicats officiels, le plus puissant levier de la contestation ouvrière.

1966 : Cinq cents délégués étudiants se réunissent au couvent des Capucins de Sarrià pour créer un syndicat démocratique. Ils sont cernés par la police qui les assiège pendant trois jours. Amendes et sanctions tombent, soixante-neuf professeurs sont licenciés de l'Université. Cent trente jeunes prêtres défraient la chronique en manifestant contre la torture et l'immoralité du régime.

1967 : Pour la première fois, les commissions ouvrières appellent à manifester le 11 septembre : la jonction est faite entre le mouvement ouvrier et le mouvement national catalan. Les luttes ouvrières vont s'amplifier au début des années soixante-dix.

1969 : Le gouvernement instaure l'état d'exception. Les arrestations de militants se multiplient, la police occupe en permanence l'université. Franco fait officiellement de Juan Carlos son successeur et lui octroie le titre de « prince d'Espagne ». Entre le comte de Barcelone et son fils, l'amertume s'installe.

1970 : Procès de six militants basques d'ETA à Burgos, en Castille. En signe de solidarité, plusieurs centaines d'intellectuels s'enferment à Montserrat, où ils seront assiégés par la police.

1971 : A Barcelone, occupation de l'usine SEAT par les ouvriers.

Novembre 1971 : A l'église Saint-Augustin de Barcelone se constitue l'Assemblée de Catalogne : la quasi-totalité des organisations politiques, des communistes aux démocrates-chrétiens, les syndicats clandestins, les associations de quartier, le collège des avocats, celui des architectes, de nombreuses composantes de la société civile s'y retrouvent, renouant avec la tradition parlementaire catalane. C'est de là que se dirigera la lutte des Catalans dans les trois directions définies en commun : les libertés politiques et syndicales et l'amnistie de tous les prisonniers politiques, le rétablissement du statut de 1932 comme base de départ à l'exercice de l'autodétermination, la collaboration avec les autres peuples de l'Etat espagnol.

1975 : L'état d'exception est déclaré en Espagne. Mort de Franco. Juan Carlos, petit-fils d'Alphonse XIII, devient roi d'Espagne.

Les quatre décennies écoulées depuis la mort du général Franco et la disparition de son régime ont vu un réveil spectaculaire de l'autonomisme catalan. La décentralisation qui caractérise le nouveau système politique espagnol a, bien sûr, favorisé une telle évolution, mais comme en Lombardie, en Ecosse ou en Flandre, la Catalogne, région dynamique sur le plan économique, supporte mal d'apporter plus à l'ensemble national qu'elle en reçoit. Il y a cependant là une source éventuelle de crise entre Madrid et Barcelone dans la mesure où les partisans d'une indépendance totale de la Catalogne voient leur audience progresser régulièrement.

1976 : Retour en Espagne de Juan de Bourbon et de son épouse. Climat social très conflictuel. Aspiration à une normalité démocratique appréhendée à travers l'exigence de liberté syndicale. Grèves, manifestations de masse. Partout résonne le mot d'ordre de la rue : « Liberté ! Amnistie ! Statut d'autonomie ! ». Juan Carlos licencie son Premier ministre Arias Navarro pour lui substituer un jeune phalangiste, Adolfo Suárez. Mal accueilli, il sera pourtant celui avec lequel l'opposition pourra constituer la nouvelle démocratie espagnole. Le 11 septembre, cent mille personnes manifestent légalement à Sant Boi, dans la banlieue de Barcelone, pour réclamer le retour au statut de 1932. Le 15 décembre, une majorité d'Espagnols acceptent le référendum qui leur promet le changement et une assemblée démocratiquement élue.

1977 : Juan de Bourbon cède le titre de roi d'Espagne et ses autres droits dynastiques à son fils Juan Carlos, acte qui représente la véritable restauration de la monarchie. Dans ce même acte, il a demandé au roi la permission, qui lui a été concédée, de continuer à utiliser le titre de comte de Barcelone jusqu'à sa mort, en 1993.

15 juin 1977 : Les élections générales donnent, en Catalogne, une victoire écrasante aux partis démocratiques, tous autonomistes. Au niveau de l'Etat, c'est l'Union du centre démocratique (UCD), récemment constituée par Suárez, qui l'emporte. Alors que le choix de l'évolution prudente domine en Espagne, la Catalogne plébiscite les « démocrates de toujours ». L'assemblée des parlementaires catalans se réunit bientôt dans les locaux de l'ancien parlement de la Généralité afin de négocier son statut dans le cadre de la future constitution. Josep Tarradellas, unanimement réclamé depuis le début du processus de démocratisation, entretient des rapports officiels suivis avec le récent Conseil des forces politiques catalanes. Il s'entend avec Suárez et s'impose comme négociateur.

1977-1980 : Oriol Bohigas, directeur de l'école d'architecture de Barcelone.

1978 : Tarradellas arrive à Madrid. Abrogation du décret du 5 avril 1938. Rétablissement de la Généralité, avec ses insignes et ses symboles, mais presque sans attributions, celles-ci restant encore à préciser par le futur statut. Le 23 octobre, du balcon historique de la place Sant Jaume, le président Tarradellas lance à une foule immense et émue : « Ja sóc aquí ! » (Enfin je suis ici !). La personnalité de la Catalogne et son droit à se gouverner par elle-même sont enfin reconnus.

1979 : Le 25 octobre, la quasi-unanimité des partis et 88 % des suffrages des électeurs catalans approuvent le projet de statut, qui institue la Catalogne en Communauté autonome, élaboré par les parlementaires catalans et adopté par les Cortès de Madrid le 18 décembre, avec la nouvelle Constitution. Composée d'un Parlement élu pour quatre ans et d'un président assisté d'un conseil (gouvernement de douze ministres/conseillers), la Généralité a une compétence législative dans de nombreux domaines (droit civil, culture, aménagement du territoire, tourisme, travaux publics, transports internes, protection de l'environnement...), une compétence exécutive pour l'administration pénitentiaire et le droit social, une compétence en matière d'enseignement à tous les niveaux sauf pour les équivalences de diplôme, elle possède une police autonome et ses propres instruments de planification économique. Le catalan est reconnu comme « langue propre » de la Catalogne, ce qui lui confère un statut privilégié à côté du castillan avec lequel il partage le caractère de langue officielle. La Généralité possède le droit de lever certains impôts et taxes, mais sa source principale de revenus provient d'une partie des recettes de l'Etat reversées en proportion de l'effort fiscal et de la population de la Catalogne.

1980 : Jordi Pujol, leader charismatique de la coalition de centre droit Convergencia i Unió (CiU), conscient de l'importance des enjeux européens pour la Catalogne, est président de la Généralité, chef du gouvernement autonome de la région. Il domine la vie politique catalane pendant vingt-trois ans. Son action se situe surtout dans les domaines de la politique linguistique et de l'équipement public.

1980-1984 : Oriol Bohigas est conseiller municipal de Barcelone délégué à l'urbanisme. Désormais, il s'occupe de l'aménagement urbain de la capitale de la Catalogne. Il est également président de la Fondation Joan-Miró de 1981 à 1988.

1982 : A l'instar de la Catalogne est créée la Communauté autonome de Valence, qui adopte le drapeau catalan et officialise l'usage de la langue catalane. Adoption, par le parlement de l'Espagne, de la LOAPA, « loi organique de l'autonomie du processus d'harmonisation », qui vise à limiter le développement des Communautés autonomes « historiques », notamment dans le domaine de la législation.

1983 : Suite à une contestation constitutionnelle du gouvernement basque et du gouvernement de la Catalogne, la Cour constitutionnelle a rejeté le caractère organique de la loi et l'harmonisation du droit, déclarant inconstitutionnels quatorze des trente-huit articles de la loi. Création de la Communauté autonome des îles Baléares, qui, comme celle de Valence, adopte le drapeau catalan et officialise l'usage de la langue catalane.

1983-1989 : Joan Busquets dirige l'agence d'urbanisme de Barcelone.

1986 : Entrée de l'Espagne dans la Communauté européenne. Ouverture internationale de la Catalogne, déjà profondément liée à l'Europe par son histoire, sa culture, son économie, qui s'affirme encore davantage après la mise en place du marché commun européen, en 1993, qui garantit la libre circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux.

1988 : Oriol Bohigas reçoit la médaille d'urbanisme de l'Académie d'architecture de Paris.

1992 : Inauguration de l'aéroport international de Barcelone-El Prat, réalisé par Ricardo Bofill ainsi que son extension inaugurée en 2009. Jeux Olympiques d'été à Barcelone, dont la préparation est assumée par Joan Busquets. Il dirige désormais l'agence BAU B. Arquitectura i Urbanisme installée à Barcelone, où il contribue à l'urbanisme de Tolède, Amersfoort, Trente, La Coruña, Helmond, Palma de Majorque, Delft et Toulouse. Oriol Bohigas remporte le concours international visant à la réalisation de la ZAC Sextius-Mirabeau d'Aix-en-Provence, la plus grande ZAC de centre-ville d'Europe, réalisée entre 1993 et 2014.

1993 : Els Segadors est officiellement l'hymne national de la Catalogne. Oriol Bohigas est nommé membre honoraire de l'American Institute of Architects (AIA).

2003 : Quinzième festival « Europa Cantat » à Barcelone. Elections. Jordi Pujol, ne souhaitant pas se présenter pour un septième mandat, se retire progressivement du pouvoir et passe la main à Artur Mas. Victoire de la coalition de gauche : accession de Pasqual Maragall, du Partit dels Socialistes de Catalunya (PSC), à la présidence catalane. C'est le premier socialiste à assumer cette charge. Il gouverne avec Esquerra Republicana de Catalunya (ERC) et Iniciativa per Catalunya Verds-Esquerra Unida i Alternativa (ICV-EUiA).

2004 : Artur Mas prend officiellement la présidence du CiU.

2005 : L'Internet Corporation for Assigned Names and Numbers approuve officiellement le .cat, le premier domaine informatique internationalisé pour une communauté linguistique catalane.

2005 : Approbation, par le Parlement de Catalogne, d'un nouveau statut d'autonomie élaboré par le gouvernement de coalition « tripartit ». Modification substantielle de ce statut, présenté au Parlement espagnol, en dépit de l'engagement précédemment pris par le président du gouvernement, le socialiste José Luis Zapatero (PSOE) de l'accepter en l'état. L'association Plateforme pour le droit à décider en Catalogne, créée fin 2005, a organisé deux grandes manifestations de mécontentement, en 2005 et 2006, devant les reculs de Madrid qui mettent en évidence le processus de recentralisation de l'Etat initié depuis les années quatre-vingt-dix par les gouvernements espagnols. Ce mouvement s'accompagne du développement de l'indépendantisme.

2006 : Approbation, par le Parlement espagnol, du nouveau statut d'autonomie modifié, adopté ensuite en Catalogne par référendum. Mais la Cour constitutionnelle de Madrid l'annule. Ce geste inaugure une nouvelle étape vers le processus d'indépendance de la Catalogne. Démission de Pasqual Maraguall. Elections anticipées : grâce à la coalition reformée par les trois partis PSC, ERC et ICV, José Montilla (PSC) devient président de la Generalitat de Catalunya.

2008 : Tarragone, siège de l'Eglise catholique en Catalogne, est hôte de l'année jubilaire, point de rencontre des pèlerinages du chemin de Saint-Jacques-de-Compostelle.

2009 : Le mouvement social indépendantiste et favorable à l'autodétermination organise un référendum non officiel à Arenys de Munt, ville du Maresme. Malgré l'opposition du gouvernement espagnol, le mouvement organise des centaines de consultations dont une à Barcelone en 2011. Au total, presque un million de personnes se sont exprimées dans les urnes, dont une grande majorité en faveur de l'indépendance de la Catalogne.

2010 : Mise en place d'une grande manifestation par plusieurs organisations civiques de la région. Elle fait suite à l'arrêt de la Cour constitutionnelle espagnole défavorable au modèle d'immersion

linguistique en catalan, en place depuis les années quatre-vingt, et désormais déclaré « anticonstitutionnel ». Une mobilisation à Bruxelles a également lieu. Elections. Artur Mas, investi président de la Generalitat, proclame sa « fidélité totale au peuple catalan » et appelle « à la patience sur le chemin qui mène à la plénitude nationale ». Il revendique un nouveau modèle de financement pour la Catalogne, inspiré de celui du Pays basque et de Navarre. Il évoque également l'idée d'une transition nationale de la Catalogne, unitaire et basée sur le droit à décider.

2011 : Artur Mas obtient le règlement par l'Etat espagnol de sa dette envers la Communauté autonome catalane de 759 millions d'euros, mais José Luis Zapatero exige des coupes budgétaires supérieures à 10 %, ce qui débouche sur d'importantes restrictions, la création de nouvelles taxes, l'augmentation des droits d'inscription universitaire... Oriol Bohigas obtient le Prix national de la culture espagnol, lors de la Trajectoire professionnelle et artistique, décerné par la Généralité de Catalogne, « pour son œuvre méritoire et brillante au travers des diverses entités et entreprises culturelles qu'il a présidées ou dirigées ». Joan Busquets reçoit le Prix spécial Europe du Grand Prix de l'urbanisme attribué par le ministère français de l'Ecologie, du Développement durable et du Logement.

2012 : Organisation d'une manifestation de grande ampleur (1,5 à 2 millions de participants) en faveur de l'indépendance, par l'association nouvellement créée, Assemblée nationale catalane (ANC). Face au refus par le nouveau président de droite du gouvernement espagnol, Mariano Rajoy (Parti populaire), de négocier la proposition d'un « pacte fiscal » approuvé par le Parlement catalan, et face au mouvement social, Artur Mas se positionne progressivement en faveur du projet d'un Etat indépendant pour la Catalogne et convoque des élections anticipées, dont l'enjeu principal est le débat sur l'autodétermination et l'indépendance. La participation est de 70 % de l'électorat. Premier parti, CiU doit toutefois négocier un certain accord de gouvernement avec ERC, grande gagnante des élections, deuxième force politique pour la première fois de l'histoire postfranquiste. Artur Mas est à nouveau investi président de la Generalitat de Catalunya.

2013 : Après l'organisation par l'ANC de la « Voie catalane », une chaîne humaine d'entre 1,6 et 2 millions de personnes qui se sont donné la main tout au long de 400 kilomètres du pays catalan, Artur Mas annonce, en accord avec cinq des sept partis du Parlement de la Catalogne, la double question et la date pour le référendum d'autodétermination, le 9 novembre 2014 : « Souhaitez-vous que la Catalogne devienne un Etat ? Et, dans l'affirmative, souhaitez-vous que cet Etat soit indépendant ? » Mais le gouvernement espagnol de Mariano Rajoy conteste la légalité constitutionnelle de la démarche.

Juin 2014 : Abdication du roi Juan Carlos en faveur de son fils, Philippe VI. La transmission de la couronne est effective après l'adoption d'une loi organique par les Cortès générales. Conscient que le mouvement indépendantiste catalan sera l'un des défis de son règne, le nouveau roi prononce, le 26 juin, à Gérone, lors de sa première visite en tant que chef de l'Etat en Catalogne, un discours d'apaisement dont la moitié est en catalan, ce qui fait une forte impression sur la population.

9 novembre 2014 : Référendum d'autodétermination consultatif. 80,7 % des participants ont répondu « oui » aux deux questions soumises à la consultation ; 10,11 % ont répondu « oui » à la première question et « non » à la seconde ; seulement 4,55 % ont opté pour le « non » dans les deux cas. Artur Mas commente les résultats en parlant d'un « succès complet » : « Les habitants de la Catalogne ont clairement signifié qu'ils voulaient se gouverner eux-mêmes. C'est une

revendication ancienne, compatible avec la création d'une Europe forte et unie. »

2015 : Artur Mas décide, après la fin de non-recevoir du gouvernement espagnol suite au référendum, de convoquer des « élections plébiscitaires » anticipées, le 27 septembre, pour renouveler le parlement régional. Ce qui se jouera véritablement, lors de ces élections, ce sera l'indépendance de la Catalogne ou son maintien dans l'Espagne. Ces élections catalanes seront un nouveau référendum, plus efficace, car le gouvernement catalan issu des urnes pourrait avoir pour mission de négocier l'indépendance de la région avec Madrid, qui devrait renouveler son parlement en novembre. Le parti de Mariano Rajoy ne semble plus en mesure de constituer une majorité. Durant la campagne espagnole, qui suivra l'élection catalane, les partis devront se déterminer, en cas de succès des indépendantistes catalans, sur leur comportement vis-à-vis de Barcelone. Les élections plébiscitaires du 27 septembre donnent une majorité favorable à l'indépendance en sièges, mais pas en voix. La question demeure donc posée et va constituer l'un des défis importants que devra relever la majorité qui sortira victorieuse des élections espagnoles de décembre.

En ce début du XXI^e siècle, la Catalogne apparaît, comme d'autres régions européennes telles que la Flandre, l'Ecosse ou l'Italie du Nord, tentée par un séparatisme qui s'inscrit dans une longue histoire. Véritable marche avancée de l'Europe chrétienne face à l'Espagne musulmane au Moyen Age, la Catalogne n'a pu en revanche réaliser, au XIII^e siècle, le vaste ensemble « occitan » allant de l'Ebre à la Provence auquel ont pu rêver les comtes de Barcelone. Devenue cependant une grande puissance méditerranéenne après son union avec l'Aragon, elle a été ensuite la grande perdante d'une unité espagnole qui s'est réalisée autour de la Castille, bientôt auréolée de la gloire que lui vaut la conquête du Nouveau Monde. Malgré les révoltes qui vont soulever le pays contre le duc d'Oliverès puis contre Philippe V, l'identité catalane entre en dormition pendant trois siècles, sous les Habsbourg et les premiers Bourbons, avant de renaître au XIX^e siècle, l'époque qui voit un peu partout – à travers la renaissance des langues, la découverte de l'Histoire et la réactualisation des traditions populaires – la résurrection de nombreuses nationalités intégrées jusque-là aux grands Etats dynastiques de l'Europe d'Ancien Régime. Malgré la parenthèse du franquisme et le repli consécutif à la guerre civile, le catalanisme opère un retour spectaculaire dans le cadre du nouveau système démocratique espagnol. Au risque de s'enfermer dans un nationalisme trop exclusif, la Catalogne n'en poursuit pas moins sa marche vers toujours plus d'autonomie par rapport à Madrid. L'issue de cette confrontation demeure incertaine pour des raisons politiques et institutionnelles, mais le dynamisme du pays et sa vitalité culturelle retrouvée font que la renaissance catalane demeurera comme l'un des phénomènes les plus étonnants des dernières décennies.

Copyright Clio 2021 - Tous droits réservés